

| | |
|--------------|---|
| Chapitre I | Le problème |
| Chapitre II | Le monde dans lequel nous vivions |
| Chapitre III | La théorie de la permanence du capitalisme |
| Chapitre IV | La théorie de la révolution socialiste prolétarienne |

L'idée que la société capitaliste doit être remplacée par la société socialiste est partagée par les socialistes, les communistes et, en général, tous ceux qui se nomment marxistes ; formulée d'une façon légèrement différente, cette idée est aussi celle des anarchistes et des anarcho-syndicalistes. Chose assez intéressante, cette vue est également adoptée par bien d'autres gens qui ne se considèrent pas du tout comme étant marxistes, par quelques-uns, même, qui sont des adversaires du socialisme. Beaucoup de "libéraux" croient que l'heure du socialisme va venir. Il en est de même de certains capitalistes à tous crins et de défenseurs du capitalisme, qui, bien que cette perspective ne soit nullement à leur goût, font la même prédiction.

Il faut d'abord que nous définissions clairement ce qu'est la "société socialiste".

Insistons sur ce point que, par rapport au problème fondamental et unique faisant l'objet de ce livre – celui de savoir quel type de société dominera dans l'avenir immédiat, pendant la prochaine période de l'histoire humaine, – les théories des anarchistes, des socialistes, des communistes et de leurs sous-variétés sont les mêmes. Ils sont, en général, tous d'accord sur ce qu'ils entendent par "société socialiste" (bien qu'ils puissent lui donner des noms différents : "communisme" ou "société anarchiste") et ils sont tous d'accord pour dire qu'elle sera établie. Ils ne le sont pas pour décrire *comment* elle le sera ni au sujet des moyens à employer pour aider à sa venue.

La société socialiste qu'ils décrivent a pour principales caractéristiques d'être *sans classes*, complètement *démocratique* et *internationale*.

"Sans classes" signifie que, dans la société socialiste, aucune personne ni aucun groupe de personnes ne possède, directement ou indirectement, des droits de propriété sur les instruments de production différents des droits possédés par toute autre personne ou tout autre groupe. Cela revient à dire que, dans la société socialiste, il n'existe pas de droits de propriété des instruments de production.

La démocratie de cette société hypothétique doit s'étendre complètement à toutes les sphères, politiques, économiques et sociales. La société socialiste doit être organisée à l'échelle internationale ; s'il n'est pas possible de le faire complètement au début, ce sera en tout cas la *tendance* du socialisme. Sinon immédiatement international, il sera toujours internationaliste, ce qui sera évidemment nécessaire s'il doit jamais devenir véritablement international.

Il est un autre point important sur lequel sont d'accord toutes les organisations sérieuses dont nous sommes en train d'analyser la théorie, et cela depuis Marx lui-même. C'est que la classe ouvrière, le prolétariat, a un rôle spécial et décisif à jouer dans la transformation de la société conformément au programme socialiste. La force principale du mouvement qui établira le socialisme sera tirée de la classe ouvrière. On souscrit volontiers à cette affirmation, car, si cette force ne provenait pas de la classe ouvrière, d'où pourrait-elle sortir ?

En résumé, les marxistes se figurent que les choses se passeront de la façon suivante : la classe ouvrière s'emparera du pouvoir (par des moyens insurrectionnels, selon l'aile léniniste du marxisme ; selon des procédés parlementaires, au dire de l'aile réformiste) ; l'État abolira alors la propriété privée soit tout d'un coup, soit en un temps assez bref ; après une certaine période d'ajustement (appelée par les léninistes "dictature du prolétariat"), le socialisme sera introduit.

Sous le régime socialiste, en harmonie avec sa structure pleinement démocratique et sans classes, le pouvoir de l'État, au sens coercitif des institutions gouvernementales (police, armée, prisons), disparaîtra complètement.

(L'anarchisme diffère du marxisme en ce qu'il croit que l'État ne peut être utilisé pour introduire la libre société sans classes, et qu'il doit être aboli tout de suite, l'oeuvre de socialisation devant être accomplie par les organisations ouvrières – syndicats, coopératives, etc. Le résultat est néanmoins le même.)

Ceux qui croient que la société capitaliste doit être remplacée par la société socialiste, en particulier les marxistes, croient naturellement aussi que la société capitaliste ne peut pas durer. Cette conviction, qui est la conclusion de mon chapitre III, a évidemment mon approbation, bien que je conteste quelques-unes des raisons sur lesquelles les marxistes s'appuient. Mais affirmer que le capitalisme ne peut plus durer longtemps et dire que le socialisme le remplacera sont deux propositions différentes sans connexion nécessaire entre elles. Nous nous intéressons surtout à la seconde.

Quand on passe en revue la littérature marxiste, on s'aperçoit qu'elle est bien plus volumineuse en ce qui concerne l'analyse des raisons pour lesquelles le capitalisme ne durera pas (bien que Marx lui-même ait fortement sous-estimé cette durée), qu'elle ne s'étend sur l'étude des raisons justifiant la croyance positive si importante selon laquelle le socialisme doit remplacer le capitalisme. En fait, les marxistes n'apportent presque aucune *preuve* à l'appui de leur certitude ; ils ne la basent que sur un argument et deux suppositions.

L'argument est dénué d'intérêt quant au problème en question ; l'une des suppositions est soit dénuée de sens, soit fausse, et la seconde est simplement fausse.

L'argument est déduit de la théorie métaphysique du "matérialisme dialectique". on soutient que la logique hégélienne,

avec sa thèse, son antithèse et sa synthèse, garantit que, du conflit des deux classes antithétiques, la bourgeoisie et le prolétariat, doit nécessairement sortir le socialisme. Cette déduction peut être conforme à la logique, mais aucune déduction tirée d'une théorie métaphysique quelconque ne nous renseignera jamais sur ce qui se passera dans le monde réel de l'espace et du temps ; nous ne pouvons le prédire avec quelque probabilité qu'en nous appuyant sur l'expérience et sur les inférences que nous en tirons. Par conséquent, nous ne nous occuperons pas davantage de cet argument.

La première proposition est formulée par les marxistes (et par d'autres) de la manière suivante : le socialisme est la *seule alternative* que laisse le capitalisme. Ils affirment alors ce syllogisme : du moment que le capitalisme ne doit pas durer (ce que nous leur accordons), et du moment que le socialisme est la seule alternative laissée par le capitalisme, le socialisme viendra forcément. Ce syllogisme est parfait, mais sa conclusion n'est nécessairement juste que si sa deuxième prémisse est vraie, ce qui fait précisément l'objet du problème.

Il est assez difficile de savoir quelle est la signification exacte de cette affirmation que le socialisme est la seule alternative du capitalisme. Si c'est là une autre déduction métaphysique, elle est dénuée de sens quant à la prévision de l'avenir. Logiquement, il existe un nombre théoriquement illimité d'alternatives du capitalisme, comprenant toutes les formes de société ayant été réalisées et toutes celles qu'on peut imaginer. Pratiquement, la plupart d'entre elles sont sans doute à éliminer, du moment qu'elles sont absurdes par rapport à la situation actuelle du monde. Mais quelques-unes d'entre elles ne doivent pas être écartées d'avance, sans examen. L'étude de la réalité démontrera qu'un autre type de société, la société directoriale, est non seulement une alternative *possible* aussi bien du capitalisme que du socialisme (ce qui suffit à renverser le syllogisme), mais une alternative plus probable qu'aucune des deux autres.

La seconde affirmation est, en effet, la suivante : l'abolition des droits de propriété capitaliste privés des instruments de production est une condition, une garantie suffisante de l'établissement du socialisme, c'est-à-dire d'une libre société sans classes.

Nous possédons à présent la preuve historique, aussi bien dans l'antiquité que dans les temps modernes, que cette affirmation est incorrecte. Le privilège et la domination d'une classe exigent, il est vrai, pour être effectifs, le contrôle des instruments de production ; mais il n'est pas indispensable que ce contrôle s'exerce au moyen de droits de propriété individuels. Il peut se servir de droits corporatifs possédés non pas des individus, mais par des institutions ; tel était le cas dans bien des sociétés où dominaient les prêtres, dans bien des civilisations primitives, en Égypte et, dans une certaine mesure, au moyen âge. Dans de telles sociétés, il peut y avoir et il y a eu quelques riches et beaucoup de pauvres, quelques puissants et beaucoup d'opprimés, exactement comme dans les sociétés où les droits de propriété sont détenus par des individus privés, telle la société capitaliste.

La Russie, ainsi que nous aurons l'occasion fréquente de le constater, a déjà *prouvé* que de tels phénomènes ne sont pas confinés dans l'antiquité. L'affirmation selon laquelle l'abolition de la propriété capitaliste privée garantit le socialisme doit être absolument rejetée. Les faits ne la confirment pas. Elle n'est qu'une espérance et, comme tant d'espérances, elle est destinée à être déçue.

Avec l'effondrement de cet argument et de ces suppositions, les raisons de croire à l'avènement du socialisme restent très faibles. Naturellement, beaucoup de gens le souhaitent et considèrent le socialisme comme la meilleure et la plus noble forme de société qu'on puisse se proposer comme idéal. Mais nous ne devons pas permettre à nos désirs d'intervenir dans une appréciation raisonnée des faits. La prédiction de l'arrivée du socialisme pourrait être correctement appuyée par une démonstration tirée des événements contemporains eux-mêmes, en faisant apparaître qu'il se manifeste aujourd'hui dans la société de fortes tendances, plus fortes que toutes les autres, vers le socialisme, et que le socialisme est l'issue la plus vraisemblable de ce qui se passe autour de nous. Mais les événements ne nous montrent rien de semblable ; ils en donnent l'impression à certains seulement parce que ces personnes admettent ces affirmations injustifiées ou parce qu'elles confondent leurs désirs avec la réalité.

De plus, les événements actuels nous fournissent amplement la preuve que le socialisme ne va *pas* s'établir ; nous allons brièvement passer en revue une partie de ces preuves. Parmi elles, les faits relatifs au mouvement marxiste lui-même sont particulièrement significatifs, puisque ce mouvement est le principal organisateur de la force sociale, à supposer qu'il y en ait une, grâce à laquelle l'établissement du socialisme pourrait être effectué. Ici doit se placer un avertissement d'ordre méthodique.

Le mouvement marxiste se subdivise en de nombreux groupes. Les deux plus importants, aussi bien par leur nombre que par leur influence, sont les réformistes (socialistes ou sociaux-démocrates) composés primitivement des partis affiliés à la seconde Internationale et de quelques partis non affiliés, appartenant à différents pays et ayant un programme similaire ; la seconde aile, l'aile staliniste, se compose des partis communistes affiliés à la troisième Internationale. Il faut y ajouter des oppositions, issues, comme le stalinisme, de l'adaptation léniniste du marxisme, et dont les principales sont les petits partis trotskystes, unis en ce qu'ils nomment la quatrième Internationale ; enfin, d'innombrables partis, groupes et sectes, qui se prétendent tous descendants de Marx.

Quand je parle du "mouvement marxiste" ou des "marxistes", j'entends tous les groupes et individus qu'on dénomme vulgairement marxistes et qui, théoriquement et historiquement, ont avec Marx et ses théories un lien plausible. Il est indispensable de donner une définition claire de ce terme, à cause d'une habitude que les marxistes ont peut-être empruntée à l'Église. Chaque fois qu'une analyse des actes de membres de l'Église ou de ses institutions risque de porter atteinte à son renom et à ses prétentions divines, on vous réplique que ces actes ne sont pas "vraiment" ceux de l'Église, qui est un corps mystique et surnaturel, mais seulement les agissements d'un humain en tant qu'individu, d'une nature pécheresse. Grâce à cette méthode, l'Église demeure infaillible.

De même, chaque espèce de marxiste se déclare non responsable des actions des autres espèces, voire des actions de ses membres quand elles ne réussissent pas ou qu'elles semblent s'éloigner du socialisme. Le marxisme, comme l'Église, est irréprochable au moyen de ce procédé, mais nous ne permettrons son emploi ni à l'un ni à l'autre. Quand

nous distribuerons les cartes, nous nous assurerons qu'elles ne sont pas truquées.

1. Les événements de Russie, depuis 1917, nous occuperont à d'autres points de vue. Ici, je veux montrer qu'ils constituent un témoignage d'un grand poids infirmant la venue du socialisme. Je me réfère aux événements réels et non aux contes de fées racontés par les apologistes des Soviets officiels ou officieux. Le dessin général de ces événements est assez net pour instruire quiconque *veut* être informé, mais il n'y a pas moyen de rien faire voir aux gens fermement décidés à garder les yeux clos.

En novembre 1917, le parti bolchevik, qui professait un programme de transformation sociale de structure socialiste, soutenu sans doute par la majorité des ouvriers russes et des paysans les plus pauvres, s'empara du pouvoir en Russie. Quelques mois plus tard, les droits de propriété privée des principaux instruments de production furent abolis et l'État fut investi de ces droits.

Pendant les premières années de la révolution, le régime se défendit avec succès dans une série de guerres civiles et de guerres d'intervention de la part de puissances hostiles. Le régime s'est maintenu au pouvoir depuis lors et est à présent dans sa vingt-quatrième année.

La société socialiste est, nous l'avons vu, une société sans classes, démocratique et internationale. Si le socialisme est vraiment réalisable, s'il est destiné à être le type de société de la prochaine période de l'histoire humaine, nous n'exigerions peut-être pas que la Russie eût déjà établi le socialisme. Nous tiendrions compte, avec raison, du fait que la révolution s'est produite non dans un pays très arriéré économiquement et culturellement, dévasté par suite de la guerre, entouré d'ennemis extérieurs et intérieurs ; en même temps, nous nous étonnerions de ce que, contrairement à l'opinion des théoriciens socialistes antérieurs à 1917, la révolution a eu lieu dans un pays arriéré et non dans un pays évolué.

Néanmoins, nous nous attendrions à trouver sans difficulté, dans ce pays, des *tendances* certaines vers le socialisme, en nous basant sur la théorie du socialisme en marche. C'est-à-dire que, bien que la Russie, d'aujourd'hui ne doive pas obligatoirement être socialiste (c'est-à-dire libre, sans classes et internationale), elle devrait être plus proche du socialisme qu'au début de la révolution : plus libre, plus près de l'élimination des classes et des distinctions de classes et, sinon internationale, du moins internationaliste.

Cette espérance était, en effet, celle des dirigeants de la révolution elle-même, celle de la plupart des gens qui croient à la théorie socialiste, même de ceux qui n'étaient pas en sympathie avec la Russie.

Cette espérance était si forte parmi les marxistes qu'elle agit comme des lunettes noires, les empêchant de voir ou de reconnaître, s'ils le voyaient, ce qui se passait réellement en Russie. Aujourd'hui, ils continuent d'aveugler les dupes stalinistes qu'on trouve dans tous les pays.

Mais la réalité, comme il arrive souvent, se montra dure à l'égard des espoirs optimistes. Loin de manifester des tendances vers le socialisme, loin de se diriger vers lui, la révolution russe s'est nettement développée en sens contraire. En ce qui concerne les trois caractéristiques décisives de la société socialiste – absence de classes, liberté et internationalisme, – la Russie en est incommensurablement plus loin aujourd'hui qu'elle ne l'était les premières années de la révolution ; et la direction qu'elle a prise ne l'a pas été passagèrement ; c'est bien plutôt un mouvement continu depuis les journées d'octobre 1917. Ce fait est en contradiction absolue avec la théorie marxiste : les conditions que l'on tenait pour les conditions essentielles pour sinon atteindre le socialisme, du moins pour s'en approcher, étaient acquises en Russie : la prise du pouvoir par un parti ouvrier marxiste et, par dessus tout, l'abolition, soi-disant cruciale, des droits de propriété privée des instruments de production.

À part d'insignifiantes exceptions, les capitalistes furent éliminés en Russie et n'y sont pas retournés. En dépit de cela, une nouvelle stratification d'offre économique s'est effectuée, d'où résultent des classes autant ou plus différenciées que dans les nations capitalistes. Ce phénomène se manifeste d'abord par la privation, pour les grandes masses populaires, du moindre vestige de contrôle sur les instruments de production ; il est aussi frappant quant à la répartition des revenus. Selon un article de Léon Trotsky, publié à la fin de 1939, et basé sur la collation attentive et l'analyse des statistiques parues dans la presse soviétique, 11 à 12 p. 100 de la population russe touchent actuellement 50 p. 100 du revenu national. La différenciation est plus marquée qu'aux États-Unis, où 10 p. 100 de la population encaissent approximativement 35 p. 100 du revenu national.

(Si l'on objecte que Trotsky, ennemi de Staline, a dû obéir à son sentiment d'hostilité en donnant ce chiffre je ferai observer que cet article fut écrit alors que Trotsky soutenait une ardente polémique contre les vues que j'ai commencé par partager, et qu'il défendait son inébranlable conviction que la Russie restait un État socialisé d'ouvriers ; dans ces circonstances, il aurait dû, normalement, tendre à minimiser plutôt qu'à accentuer le degré de classification indiqué par les chiffres. Les pourcentages qu'il cite correspondent avec ceux que fournissent d'autres observateurs compétents – les apologistes de Staline, qui ne sont pas compétents, n'ont même pas essayé de donner des chiffres au sujet d'une question aussi délicate ; – même en laissant une marge d'erreur assez grande, le renseignement demeure significatif.)

Bien que la liberté et la démocratie n'aient jamais été très étendues dans la Russie révolutionnaire, on les y a connues néanmoins, pendant les premières années de la révolution, à l'époque de la famine, de la guerre civile et des guerres d'intervention où n'importe quel régime eût été excusé de réduire ou de suspendre la liberté. La démocratie était représentée par l'existence légale de partis d'opposition, factions du parti bolchevik lui-même ; les soviets locaux jouissaient de droits importants, de même que les comités ouvriers dans les usines, les syndicats, etc. ; enfin, on avait supprimé les titres, les manières spéciales de s'adresser à des "supérieurs", les uniformes de fantaisie, les discriminations culturelles et toutes les autres formes extérieures de distinction de classes.

À l'heure présente, toute parcelle de liberté et de démocratie a été extirpée de la vie russe. Aucune opposition d'aucune sorte (ce pain de toute liberté) n'y est tolérée ; aucune institution ou organisation ne possède plus de droits indépendants, et les marques extérieures des différences de classes et du despotisme ont refait leur apparition l'une après l'autre. Tout prouve que la tyrannie du régime russe est l'une des plus draconiennes de l'histoire de l'humanité,

sans en excepter le régime de Hitler.

Conformément aux théories socialistes de l'internationalisme, les dirigeants de la Révolution russe pensaient que leur étincelle allait faire éclater la révolution mondiale. Pendant les premières années, ils demeurèrent internationalistes, dans leurs idées comme en pratique, théoriquement indifférents aux frontières nationales et regardant l'État russe simplement comme la forteresse des masses socialistes internationales, forteresse à utiliser ou à sacrifier pour les intérêts de la révolution mondiale. À cet internationalisme des premières années se substitua un nationalisme de plus en plus accentué qui a fini par surpasser celui du régime tsariste lui-même. Le pseudo-internationalisme qui se manifeste encore occasionnellement, et qui est représenté par l'Internationale communiste et ses partis, n'est, en réalité, que l'extension du nationalisme russe à toute la surface de la terre ; il n'est internationaliste que dans le sens où le sont les cinquièmes colonnes de Hitler ou les Intelligence Services de la Grande-Bretagne ou des États-Unis.

Si nous considérons honnêtement ce qui s'est produit en Russie, nous voyons clairement que la prévision de l'établissement du socialisme n'y a été confirmée sous aucun rapport important ; tout ce qui se passe en Russie contredit ce que cette prévision nous faisait espérer. Naturellement, les "dialecticiens" arrivent à expliquer ces faits ; ils peuvent invoquer comme excuse que Staline a pris le pouvoir au lieu de Trotsky, que les autres nations ont omis de se révolter ou que la Russie était trop arriérée. La prochaine fois . . . les choses se passeront autrement. Il n'en reste pas moins vrai que Staline a pris le pouvoir, que les autres nations n'ont pas réussi à se soulever, que la révolution a eu lieu dans un pays arriéré et que la Révolution russe n'a pas mené au socialisme, mais à quelque chose qui n'y ressemble nullement.

Il est unanimement admis que la Russie a été "la première expérience du socialisme". Les résultats de *cette* expérience sont des preuves à l'appui que le socialisme n'est pas d'une application possible, même approximative, dans la période présente de l'histoire. Une telle expérience, voire plusieurs expériences semblables, ne sont pas, en elles-mêmes, une démonstration décisive et définitive ; les expériences ne sont jamais décisives et définitives. Mais nous devons tirer des leçons des faits que nous connaissons, en attendant que des faits, peut-être différents, soient mis à notre disposition.

Anticipons brièvement : bien que la Russie ne se soit pas avancée vers le socialisme, elle n'a pas reculé vers le capitalisme.

Ce point est d'une importance capitale pour le problème que nous traitons dans ce livre. Tous ceux, amis ou ennemis, qui ont prédit ce qui arriverait en Russie adhéraient à cette idée que le socialisme est *la seule alternative* du capitalisme ; d'où il découlait que la Russie, du moment qu'elle ne pouvait pas rester immobile, se dirigerait soit vers le socialisme, soit vers la restauration du capitalisme. *Aucune de ces deux prévisions ne s'est réalisée.* Toutes les tentatives faites pour expliquer l'état actuel de la Russie, en le qualifiant de capitaliste ou sur le point de le devenir, ont lamentablement échoué. (Aucun capitaliste ne se fait d'illusions à ce sujet.) Trotsky, par ailleurs le plus brillant de tous les analystes de la Russie, s'est cramponnée jusqu'à sa mort à cette affirmation : "ou capitaliste ou socialiste", et, en conséquence, il a été de moins en moins capable d'expliquer raisonnablement ce qui s'est passé ou de le prédire. L'unique moyen de sortir de ce coincement théorique est de reconnaître la nécessité d'abandonner l'idée que le capitalisme ne peut être remplacé que par le socialisme et de constater que la Russie ne s'est mise en marche ni vers l'un ni vers l'autre, mais vers la *société directorale*, le type de société qui est en train de remplacer la société capitaliste dans le monde.

2.

3. Les événements de Russie ont prouvé d'une manière concluante un point d'une grande importance : la fausseté de la seconde assertion, à savoir que l'abolition de la propriété privée des instruments de production suffit à garantir l'établissement du socialisme. Ces droits furent abolis en Russie en 1918. Le socialisme n'y a pas été instauré ; on ne s'en est même pas approché. En fait, l'abolition de ces droits non seulement n'a pas garanti l'établissement du socialisme, mais elle n'a même pas laissé le pouvoir aux mains des ouvriers – qui, aujourd'hui, n'en détiennent aucun. Le lien présumé nécessaire entre la suppression des droits de propriété privés, d'une part, et l'absence de classes et la liberté, d'autre part, ce lien n'existe pas. Les faits l'ont *prouvé*, et, si la théorie prétend le moins du monde à représenter les faits, elle devra se rajuster en accord avec eux.

La conviction que le socialisme est sur le point de s'établir était surtout basée sur l'existence de ce lien. Or toutes les variétés de marxistes ont toujours pensé qu'en dernière analyse le problème de l'établissement du socialisme était celui de la suppression de la propriété bourgeoise privée. Nous savons maintenant qu'elle ne suffit pas pour réaliser la société libre, sans classes et internationale, l'idéal de Marx, objet de ses prédictions. Si nous croyons encore que le socialisme est possible, il faudra nous appuyer sur d'autres raisons que celles qui paraissaient suffisantes dans le passé.

4.

5.

6.

7.

Chapitre V La lutte pour le pouvoir

La science politique est l'étude de la lutte pour le pouvoir social entre les divers groupes d'hommes organisés. Il est sage, avant d'aborder l'élaboration de la théorie de la révolution directoriale, de s'entendre sur le sens exact de l'expression "lutte pour le pouvoir".

Bon nombre des mots dont nous nous servons quand nous parlons des groupes sociaux sont ceux que nous employons pour décrire les activités des individus. Nous disons l'"esprit", la "volonté" ou la "décision" d'un groupe ; de même, nous parlons d'une "lutte" entre des groupes.

Nous savons du moins *grosso modo*, ce que signifient ces expressions quand elles s'appliquent à des individus et à leurs agissements. Mais un instant de réflexion nous convaincra que les groupes ne possèdent ni esprit, ni volonté et ne prennent pas de décisions au même sens que les individus. Appliqué à un individu, le mot "défense" signifie généralement empêcher un autre individu de le frapper ; "lutte" signifie un combat physique direct, et il est facile de reconnaître qui l'emporte dans une lutte de ce genre. Mais "défense" et "lutte", lorsqu'il s'agit de groupes sociaux, classes, nations, races ou autres, sont des choses infiniment plus compliquées.

Ces mots, appliqués à des groupes, sont des *métaphores*, ce qui ne veut pas dire que l'on doive pas s'en servir, comme l'affirment les linguistes populaires ignorants des véritables enseignements de la sémantique. Cela signifie seulement que nous ne devons pas prendre les métaphores dans leur sens littéral, que nous devons être prudents et ne faire dire aux mots que ce qui se passe en réalité.

Dans toutes les sociétés, sauf les plus primitives, les instruments nécessaires à la fabrication de tout ce qu'il faut pour vivre et orner la vie sont, *techniquement*, de caractère social ; c'est-à-dire qu'aucun individu ne produit lui-même tout ce qu'il consomme et emploie. Dans notre société, la plupart des gens ne produisent, par eux-mêmes, presque rien. La production est une oeuvre sociale.

Dans la plupart des types de société que nous connaissons, et, jusqu'ici dans toutes les sociétés complexes, les principaux instruments de production sont *contrôlés* par un groupe d'hommes particulier, relativement petit. (Ce contrôle est, du point de vue légal, "le droit de propriété", mais ce qui nous intéresse n'est pas le concept légal, c'est le *fait* du contrôle.) Ce contrôle (ou droit de propriété) n'est jamais absolu ; il est toujours soumis à certaines limitations ou restrictions (comme, par exemple, l'usage d'instruments susceptibles de tuer à volonté). Les difficultés que soulève ce contrôle sont au nombre de deux : 1. la défense de l'objet contrôlé (ou possédé) soit au moyen de la force physique personnelle des possédants, soit, dans des sociétés plus évoluées, au moyen de la menace ou de l'utilisation des forces de l'État, police, tribunaux et armée ; 2. le traitement préférentiel accordé dans la distribution des produits des objets contrôlés (ou possédés).

Lorsque, dans une société, il existe un groupe contrôlant, dans une plus grande mesure que le reste de la société, l'accès aux instruments de production, et doué d'un traitement préférentiel dans la distribution des produits de ces instruments, on peut dire que ce groupe constitue la classe dirigeante de cette société. Ce groupe dispose, dans la société, du pouvoir et du privilège de la richesse et s'oppose ainsi au reste de la société. Cette définition de la classe dirigeante ne présuppose pas de forme spéciale du droit légal de propriété ; elle repose sur les faits du contrôle et du traitement préférentiel et peut être vérifiée empiriquement.

Les deux principaux facteurs du contrôle, celui de l'accès aux instruments et le traitement préférentiel dans la distribution, sont, en pratique, étroitement liés. Au bout d'un temps donné, ceux qui contrôlent l'accès aux instruments s'accordent tout naturellement un traitement préférentiel dans la distribution ; les groupes rivaux qui s'efforcent de modifier les rapports de distribution ne peuvent y réussir qu'en obtenant le contrôle de l'accès aux instruments. Comme les différences dans la distribution (revenus) sont bien plus faciles à étudier que les rapports de contrôle, ceux-ci nous sont le plus clairement révélés par les différences de la distribution. En bref : la manière la plus facile de découvrir quel est, dans une société, le groupe dirigeant est, le plus souvent, de rechercher quel est celui qui touche les plus gros revenus. Tout le monde sait cela ; cette analyse est néanmoins nécessaire parce que le contrôle de l'accès aux instruments *n'est pas la même chose* que le traitement préférentiel dans la distribution des revenus. Le groupe qui possède l'un possède normalement l'autre ; telle est la loi générale. Mais, pendant de brèves périodes, il peut ne pas en être ainsi, et nous verrons plus loin combien cette distinction est importante à l'heure présente.

Dans la société féodale, l'instrument de production de beaucoup le plus important était la terre ; l'économie féodale était presque exclusivement agricole. Le contrôle de la terre était *de facto* (avec d'importantes restrictions), de même que le traitement préférentiel dans la distribution de ses produits, entre les mains des seigneurs féodaux, y compris les seigneurs de l'Église, non en qualité de propriétaires capitalistes, mais par le jeu des institutions féodales. Ces seigneurs constituaient, par conséquent, la classe dirigeante dans la société féodale. Ils le restèrent aussi longtemps que l'agriculture demeura le secteur principal de l'économie et que les droits féodaux de propriété furent conservés. Cette classe dirigeante ne varia pas dans sa structure, malgré les changements que la mort, le mariage, l'anoblissement apportaient parmi les individus qui la composaient.

Du moment que les institutions coercitives de l'État (forces armées, tribunaux, etc.), défendaient les droits des seigneurs, on peut proprement qualifier l'État médiéval d'État *féodal*.

Dans la société post-médiévale, les secteurs les plus importants de l'économie ne sont plus l'agriculture, mais le commerce, l'industrie et la finance. Dans la société moderne, les personnes détenant le contrôle des instruments et les droits préférentiels de la distribution des produits dans les trois champs d'activité – et, dans une mesure variable, également en ce qui concerne la terre – ces personnes sont celles que nous appelons *capitalistes* ; elles forment la classe nommée *bourgeoisie*.

La bourgeoisie est donc la classe dirigeante moderne ; ses droits étant légalement reconnus par la société, cette société

peut être appelée société bourgeoise ou capitaliste. Et, comme les institutions politiques de l'État défendent ces droits, on peut, de même, parler d'un *État capitaliste* ou bourgeois.

L'existence d'une classe bourgeoise ne dépend pas de l'existence d'individus particuliers ; ses membres individuels peuvent changer. L'existence de la classe signifie seulement qu'il y a, dans la société, un groupe exerçant, en vertu des droits de propriété reconnus par l'État bourgeois, à un degré spécial, un contrôle sur l'accès aux instruments de production et un traitement préférentiel dans la distribution des produits de ces instruments.

Quelle serait la situation dans une société *sans classes*, organisée selon le programme socialiste ? La société sans classes ne comprendrait pas de groupe (sauf peut-être des corps temporairement délégués, librement élus par la communauté et toujours révocables) exerçant un contrôle, à un degré spécial, sur l'accès aux instruments de production ; il n'y aurait aucun groupe recevant, en tant que groupe, un traitement favorisé dans la distribution. Un traitement préférentiel pourrait y être accordé à certains individus pour des raisons non économiques ; par exemple, les malades pourraient recevoir plus de secours médicaux que les bien portants ; les hommes se livrant à de durs travaux manuels, plus de nourriture que les enfants ou les adultes occupés à des besognes sédentaires ; ces exceptions ne violeraient pas la règle économique d'une société sans classes.

Par contre, une société nouvelle pourrait s'organiser de manière à donner à un groupe nouveau, différant, du point de vue économique et social, aussi bien des privilégiés féodaux que des privilégiés bourgeois, le droit d'exercer, à un degré spécial, le contrôle des instruments de production et de recevoir un traitement préférentiel dans la distribution des produits de ces instruments.

* * * * *

Chapitre VI La théorie de la révolution directoriale

Nous sommes maintenant en mesure d'établir d'une façon préliminaire la théorie de la révolution directoriale, théorie qui fournit la solution du problème auquel ce livre est consacré.

La théorie admet, pour commencer, que nous sommes actuellement dans une période de transition, caractérisée par la rapidité exceptionnelle avec laquelle se modifient les principales institutions économiques, sociales, politiques et culturelles de la société. Cette transition s'effectue entre la société du type bourgeois ou capitaliste et le type de société que nous avons dénommée *directoriale*.

Comparée à la transition entre la société féodale et la société capitaliste, la période présente sera sans doute brève. On peut, arbitrairement, en fixer le début à la première guerre mondiale, et la consolidation, approximativement cinquante ans plus tard ; peut-être sera-t-elle accomplie avant ce terme.

Le groupe social qui s'efforce actuellement d'atteindre la position de classe dirigeante est celui des *directeurs*. Je leur donne ce nom, me réservant d'expliquer plus loin quels sont les individus que comprend cette catégorie. Leur poussée réussira ; à l'issue de la période de transition, les directeurs formeront, en fait, la classe dirigeante. Cette poussée est, de plus, mondiale, très avancée déjà dans certains pays ; à des niveaux divers dans d'autres.

Le cadre économique dans lequel s'établira la domination sociale des directeurs s'appuie sur la possession par l'État des instruments de production les plus importants. Dans ce cadre, les individus, en tant qu'individus, ne seront pas investis de droits de propriété directs sur les principaux instruments de la production.

Comment, me demandera-t-on (et c'est la clé du problème), comment, si tel est le cadre économique, l'existence d'une classe dirigeante sera-t-elle possible ? Nous avons vu qu'une "classe dirigeante" signifie un groupe de personnes qui, en vertu de relations économique-sociales particulières, exerce un degré particulier de contrôle sur l'accès aux instruments de production et bénéficie d'un traitement préférentiel dans la distribution des produits de ces instruments. Les capitalistes constituaient un groupe conforme à cette définition, précisément parce qu'ils détenaient les droits de propriété des instruments de production.

Si, dans la société directoriale, aucun individu ne doit posséder de tels droits, comment un groupe d'individus pourra-t-il y former une classe dirigeante ?

La réponse à cette question est relativement simple et, comme nous l'avons déjà dit, l'histoire nous a montré des situations analogues. Les directeurs exerceront leur contrôle sur les instruments de production et obtiendront un droit préférentiel dans la distribution des produits, non pas directement, en tant qu'individus, mais par leur contrôle de l'État qui sera propriétaire des instruments de production. L'État, c'est-à-dire les institutions qui le composent, sera, peut-on dire, "la propriété" des directeurs. Il n'en faudra pas davantage pour faire d'eux la classe dirigeante.

Le contrôle de l'État par les directeurs sera garanti par des institutions politiques appropriées, analogues à celles qui, sous le régime capitaliste, garantissaient aux bourgeois leur domination.

Les idéologies exprimant le rôle social, les intérêts et les aspirations des directeurs (indispensables éléments dans la lutte pour le pouvoir, comme le furent toujours les idéologies) n'ont pas encore été complètement élaborées, pas plus que ne furent celles des bourgeois pendant la période de transition de la féodalité au capitalisme. Elles nous sont pourtant approximativement connues, par différentes sources : le léninisme-stalinisme ; le fascisme-nazisme, et, à un degré de moindre évolution, par le new-dealisme et d'autres idéologies américaines moins influentes, voisines de la "technocratie".

Telle est, décrite dans le langage de "la lutte pour le pouvoir", la carcasse de ma théorie. On remarquera que nos assertions s'appliquent aux phases essentielles d'une "transition sociale" et à ce qui caractérise un type de société, conformément aux données discutées dans les chapitres Ier et II. Mais nous devons rappeler que le langage de la lutte pour le pouvoir est métaphorique. Pas plus que ne le firent naguère les capitalistes, les "directeurs" ne se sont réunis pour décider explicitement et délibérément qu'ils allaient réclamer le pouvoir mondial. De même, la masse de ceux qui se sont battus ou qui vont effectivement se battre au cours de cette lutte ne se recrutera pas parmi les directeurs eux-mêmes ; la plupart des combattants seront des ouvriers et des jeunes gens qui s'imagineront sans doute lutter pour leurs propres buts. Ce ne sont pas non plus les directeurs eux-mêmes qui ont construit et propagé leurs idéologies ; cette besogne a été accomplie par des intellectuels, écrivains ou philosophes. La majorité de ces intellectuels ne se doutent pas que le résultat auquel aboutira leur travail sera de créer une nouvelle classe dirigeante. Comme par le passé, les intellectuels croient parler au nom de la vérité et pour le profit de toute l'humanité.

En bref, la question de savoir si les directeurs sont conscients, s'ils se proposent pour but la domination sociale et s'ils prennent des mesures délibérées pour l'atteindre, cette question, en dépit de ce que semble impliquer la formule de "la lutte pour le pouvoir", ne se pose pas réellement.

La théorie de la révolution directoriale affirme simplement ce qui suit : la société moderne a été organisée au moyen de certaines institutions économiques, sociales et politiques, que nous appelons capitalistes, et elle a adopté certaines croyances ou idéologies. Dans le cadre de cette structure sociale, une classe déterminée, celle des bourgeois, occupe la position de la classe dirigeante, telle que nous l'avons définie. À l'heure présente, ces institutions et ces idées sont en train de subir une rapide transformation. À la fin de cette période de transformation, c'est-à-dire dans un avenir relativement proche, la société sera organisée au moyen d'une série d'institutions économiques, sociales et politiques toutes différentes, et elle professera des idéologies et des croyances toutes différentes. Au sein de la nouvelle structure sociale, un groupe social nouveau, celui des directeurs, sera la classe dirigeante.

En exprimant notre théorie de cette manière, nous évitons les ambiguïtés possibles suggérées par la métaphore trop pittoresque de "la lutte pour le pouvoir". Néanmoins, tout comme lors de la révolution bourgeoise qui abolit la féodalité,

les êtres humains qu'intéresse la transformation sociale et, en particulier, les futurs dirigeants, ne restent pas passifs. Leur rôle précis, celui des bourgeois, des prolétaires et des cultivateurs, est à étudier spécifiquement. Ce qu'ils désirent et ce qu'ils ont l'intention de faire ne correspond pas nécessairement avec les effets réels de ce qu'ils disent ou font ; bien que ce qui nous intéresse principalement soit ces effets réels – qui constitueront la transformation de la société en société directoriale, – nous nous intéressons aussi à ce que disent et font ces divers groupes sociaux.

Ces observations sont indispensables si l'on veut éviter des malentendus. Les êtres humains, soit individuellement, soit en groupes, s'efforcent d'atteindre certains objectifs : nourriture, pouvoir, confort, paix, privilèges, sécurité, liberté et ainsi de suite. Ils prennent des mesures qui, à leur avis, les aideront à atteindre le but en question. Or l'expérience nous montre que non seulement les buts ne sont pas toujours atteints, mais que les démarches entreprises produisent souvent un résultat opposé au résultat qu'on en escomptait. Machiavel a signalé, dans son *Histoire de Florence*, que les pauvres, soumis à l'oppression, étaient toujours prêts à se battre pour la liberté, mais que le résultat de chaque révolte était simplement l'établissement d'une nouvelle tyrannie.

Nombre des premiers capitalistes se sont sincèrement battus pour obtenir la liberté de conscience ; le résultat de leurs combats a fréquemment été un absolutisme théologique dur et stérile s'accompagnant pour eux du pouvoir politique et de privilèges économiques.

Ainsi, aujourd'hui, nous voulons savoir ce que pensent et font diverses personnes et divers groupes ; leurs pensées et leurs actes produisent des effets sur les événements, mais il n'existe pas de correspondance nécessaire entre les pensées et les effets, et le problème qui nous occupe est de découvrir ce que seront ces effets par rapport à la structure sociale.

La théorie de la révolution directoriale ne se contente pas de prédire ce qui va se passer dans un avenir hypothétique. Elle est, tout d'abord, une interprétation de ce qui s'est *déjà* passée et de ce qui est en train de se passer. Elle prédit que le mouvement qui a commencé et qui est déjà assez avancé continuera et s'achèvera. La révolution directoriale n'est pas une chose que nos enfants doivent attendre ; nous pouvons la voir se faire sous nos yeux. De même que nous ne nous rendons compte de notre vieillissement que lorsque nous sommes déjà vieux, de même les contemporains d'un grand changement social s'aperçoivent rarement que la société est en train de changer avant que le changement soit déjà effectué. Les vieux mots et les vieilles convictions subsistent longtemps après que la réalité sociale qui les animait a cessé d'exister. Notre sagesse à l'égard des questions sociales n'est presque toujours que rétrospective. Cette constatation devrait être humiliante pour les hommes : si la justice est au delà de notre atteinte, nous aimerions du moins pouvoir prétendre à la connaissance.

Chapitre VII Qui sont les directeurs ?

Chapitre VIII Les directeurs en marche vers la domination sociale

Chapitre IX L'économie de la société directoriale

Quoique nombre de gens partagent mon opinion selon laquelle la position de classe dirigeante des capitalistes ne tardera pas à s'effondrer, les marxistes de l'aile léniniste, actuellement représentée par les stalinistes et les trotskystes, la contredisent. Il en est de même, pour des motifs très différents, de beaucoup d'adeptes du New Deal, aux États-Unis et dans d'autres pays ; ceux-ci défendent, en effet, la mainmise de l'État ou son contrôle en disant que, loin de détruire le capitalisme, cette politique le conserve.

Analysons l'argument des léninistes.

L'État contemporain, disent-ils, est "l'exécutif de la bourgeoisie" ; l'agent politique qui protège le système capitaliste. En conséquence, lorsque cet État s'empare d'un secteur de l'économie ou en prend le contrôle, le système capitaliste se trouve fortifié, puisque c'est l'État *capitaliste* dont il s'agit.

Cet argument ne tient pas quand on se rappelle que le programme des léninistes, comme de tous les marxistes, comporte la mainmise par l'État sur l'économie tout entière.

Il est vrai que les léninistes entendent établir un nouvel État, un État qui ne sera pas "l'État capitaliste", mais "l'État des ouvriers" ; par suite, la prise de possession par l'État ne peut être *réellement* profitable aux masses et au socialisme que lorsque cet État sera un "État ouvrier". Ils devraient donc attendre la constitution de cet État avant de préconiser la prise de possession et le contrôle étatiques. Cependant, ils n'en font rien ; ils demandent que le gouvernement *actuel*, le comité exécutif des capitalistes, devienne propriétaire et contrôleur des instruments de production. Ils préconisent ainsi une mesure qui, d'après leur théorie, aurait pour résultat de fortifier la domination capitaliste.

La pratique est, à ce sujet, une meilleure pierre de touche que la théorie, comme dans la plupart des cas ; elle démontre que l'extension de la propriété et le contrôle de l'État finit par affaiblir le capitalisme et par le supprimer. Les léninistes, adversaires du capitalisme, agissent toujours dans ce sens, même si l'interprétation stricte de leur théorie s'y oppose.

Quant aux capitalistes, ils sont à une écrasante majorité hostiles aux empiètements de l'État et emploient tous les moyens pour les éviter : la parole, la presse, les influences politiques, car ils savent qu'à la longue, sinon immédiatement, l'étatisme est anticapitaliste dans ses effets historiques.

Nous avons déjà discuté dans quel sens la théorie léniniste de l'État est exacte, celui qui permet de qualifier l'État, dans la société moderne capitaliste, d'*État capitaliste*, de dire que c'est l'État des capitalistes. Cela signifie que, la plupart du temps et dans les occasions les plus importantes, l'État, par l'intermédiaire des lois, des tribunaux, de la police, etc., soutient le cadre général des relations sociales et économiques capitalistes. Il n'en faut pas davantage pour assurer la conservation du capitalisme, puisque, ces relations étant données, le capitalisme continue et les capitalistes continuent d'être la classe dirigeante. Quand le gouvernement intervient pour obliger les gens d'exécuter des contrats ou de payer leurs dettes, quand il met fin à des grèves d'occupation qui portent atteinte au droit de contrôle capitaliste des instruments de production, il peut être, un peu métaphoriquement, considéré comme étant l'agent d'exécution des capitalistes. À cet égard, le gouvernement des États-Unis a été et est encore un "État capitaliste".

Mais nous avons vu que lorsque l'État prend possession d'un secteur de l'économie ou s'en réserve le contrôle, ce secteur de l'économie échappe au système capitaliste ; il cesse d'être une institution destinée au profit, un organisme dont les bénéfices sont versés aux individus détenteurs de "droits de propriété" sur l'actif de ce secteur. Les produits de l'organisme d'État, denrées ou services, ne sont pas ou n'ont pas besoin d'être des "marchandises" dans l'acceptation capitaliste de ce terme, et leur distribution n'est pas réglée par les relations de propriété capitalistes.

Devant le fait accompli, les capitalistes essayent d'en tirer avantage ; par exemple si un office public se met à construire des écoles, des immeubles d'habitation, des routes, des ponts, les capitalistes tâcheront de fournir les matériaux nécessaires à la construction, des vêtements et des aliments des ouvriers qui y travaillent ; ils s'offriront aussi comme sous-traitants partout où le gouvernement n'est pas agencé pour effectuer lui-même certains travaux. Il peut fabriquer lui-même l'électricité, par exemple, et concéder à une entreprise privée la distribution du courant. Il arrive fréquemment que le secteur économique dont l'État s'empare ne puisse être exploité par des particuliers qu'à perte ; là encore, le capitalisme gagne à l'extension de l'étatisme.

De telles situations semblent justifier la théorie (non la pratique) des léninistes, mais, si au lieu de n'en considérer que les effets immédiats, nous en embrassons les conséquences historiques, il n'en va plus de même.

La domination de la classe capitaliste est basée sur son contrôle, sa possession de "l'entreprise privée". Aussi longtemps que le gouvernement ne possède qu'une part minime ou nulle de l'économie, qu'il garde vis-à-vis des capitalistes une attitude tolérante ou qu'il défend activement les relations capitalistes, il assurera la continuation de la société capitaliste. Même s'il s'empare d'une fraction assez importante de l'économie, les capitalistes peuvent conserver leur pouvoir et le gouvernement peut encore agir en faveur de leurs intérêts. Ils ne bénéficieront pas *directement* des entreprises de l'État, mais elles peuvent *indirectement* leur procurer des profits.

L'extension de l'emprise de l'État se fait d'une façon continue et progressive, comme naguère, dans la société féodale, l'extension du capitalisme. Cependant, à certaines époques et dans certains pays, elle s'effectue très rapidement : en Russie en 1918 ; en Allemagne, depuis 1933, et partout, depuis la seconde guerre mondiale. Alors, les fondements de l'équilibre capitaliste sont ébranlés ; la proportion entre les entreprises publiques et les entreprises privées est modifiée.

Quand, finalement, la majeure partie des instruments de production passe sous le contrôle de l'État, la transition est accomplie ; l' "État limité" du capitalisme est remplacé par l'État directorial "illimité". La société capitaliste n'existe plus ou

ne s'attarde qu'à titre temporaire ; la *société directoriale* est établie.

La base de la structure économique de la société directoriale est l'étatisation de la propriété et du contrôle des principaux instruments de production. Cette transformation, déjà très avancée dans le monde entier, s'opérera à un rythme de plus en plus rapide jusqu'à son achèvement. Cette perspective peut ne pas nous plaire, mais contester qu'elle soit probable revient à juger l'histoire selon nos désirs et non en fonction des faits qui constituent sous nos yeux d'abondants témoignages.

Quelle sera au juste l'économie nouvelle ? Quelles relations spécifiques caractériseront ce système ? Quel groupe humain y détiendra-t-il la position de classe dirigeante ?

Il serait absurde de prétendre répondre à ces questions dans le menu détail ; la science de l'histoire n'offre pas la précision de la physique. Toutefois, il est possible d'y répondre, dans les grandes lignes, avec une netteté suffisante, sans faire appel à l'imagination. Nous disposons déjà, pour servir de base à nos réponses, de tout ce qui s'est passé pendant la période de transition ; l'expérience seule permet de prévoir l'avenir.

D'autres auteurs ont souvent appelé "capitalisme d'État" ou "socialisme d'État" une économie où l'État est propriétaire des principaux instruments de production. Je désire à tout prix éviter les querelles de mots, et, bien que je préfère les expressions "économie directoriale" et "société directoriale", je suis disposé à y substituer les termes qu'on voudra, à condition que nous soyons d'accord à démontrer combien les formules "capitalisme d'État" et "socialisme d'État" sont trompeuses et combien il est, au fond ironique, de s'en servir.

Si par "économie capitaliste" nous entendons la structure économique qui a prévalu depuis la fin de l'économie féodale jusqu'à ces dernières années, il n'y a pas d'analogie qui justifie d'appeler l'économie où l'État est propriétaire *capitalisme* d'État. Je pense que, sans discussion, tous les capitalistes seront de cet avis.

En dehors de l'absence des autres traits distinctifs de l'économie capitaliste analysés au chapitre II, on ne peut qualifier l'économie où l'État est propriétaire de "capitaliste", parce qu'elle ne comporte pas de capitalistes individuels. Comment pourrait-il y en avoir, du moment que l'État détient les droits de propriété sur les instruments de production, que c'est lui qui les contrôle et qui paye les ouvriers et employés ? Même s'il possède de l'argent, un particulier ne peut, dans ces conditions, l'utiliser à monter une entreprise et à en tirer des bénéfices.

En pareil cas, le terme "capitalisme d'État" résulte d'une erreur que nous avons étudiée plus haut. Quand l'État ne possède qu'une partie, une partie minime de l'économie et que le reste en appartient à des capitalistes privés, on peut correctement parler d'un "capitalisme d'État" en faisant allusion à cette partie de l'économie absorbée par l'État, et ceci, aussi longtemps que l'entreprise privée demeure la plus importante et que celles de l'État profitent aux capitalistes. Lorsque les rapports sont renversés, que la partie de l'économie contrôlée par des particuliers devient négligeable où qu'elle disparaisse, le capitalisme n'existe plus. Il n'est nullement paradoxal d'affirmer que dix fois 10 p. 100 de capitalisme d'État, loin d'égaliser 100 p. 100 de capitalisme, égale 0 p. 100 de capitalisme. Le multiplicateur est l'État et non le *capitalisme*. Un calcul bien plus complexe démontrerait que, tout comme 10 p. 100 de capitalisme d'État n'égalent que 90 p. 100 d'économie *capitaliste*, 100 p. 100 (ou même 80 p. 100 ou 70 p. 100) d'économie d'État élimineraient complètement le capitalisme.

Il est tout aussi trompeur de parler d'un "socialisme d'État". Conformément à un usage traditionnel et historique, *socialisme* signifie, du point de vue de la structure économique, une société *sans classes* économiques, c'est-à-dire une société où aucun individu et aucun groupe ne détiennent, à un degré spécial, le droit de propriété et le contrôle des instruments de production, et ne jouissent d'un traitement préférentiel dans la distribution de leurs produits. Une économie où l'État serait propriétaire *pourrait* ne pas comprendre de classes ; la logique ne s'y oppose pas. Mais il n'existe aucune raison de croire que la forme particulière d'étatisation économique actuellement en voie d'établissement sera dépourvue de classes économiques.

Pour qu'une économie étatisée ne comporte pas de classes, l'organisation devrait être la suivante : l'État serait propriétaire des instruments de production. Mais le contrôle de l'État et, par suite, celui de ce que l'État contrôle, devrait être exercé par tous les citoyens. Aucun groupe, aucune classe ne devrait être investi, par rapport au reste de la population, d'avantages spéciaux en ce qui concerne le contrôle de l'État. Et il faudrait qu'il en fût ainsi dans le monde entier ; les indigènes de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique, du Brésil central devraient pouvoir contrôler les institutions de l'État dans la même mesure que les habitants des centres métropolitains industrialisés. Toute exception à cette égalité générale constituerait, pour le ou les groupes plus favorisés, un privilège qui en ferait une classe dirigeante.

Une telle situation présupposerait, pour tous les habitants du globe, une surabondance de biens matériels et culturels qu'on ne peut raisonnablement espérer avant un temps infini, surtout si l'on songe que, plus les richesses augmentent, plus la population s'accroît et plus de besoins se manifestent, les besoins étant illimités ; il faudrait, en outre, un esprit de coopération et d'abnégation tel qu'aucun groupe humain n'en a jamais fait preuve au cours de l'histoire, et un degré d'intelligence, de connaissance scientifiques égal chez tous, qui ne se réalisera jamais qu'en rêve.

Mais il n'est pas nécessaire de faire valoir ces raisons. Des expériences d'étatisation économique plus ou moins avancées s'offrent à notre examen et nous disposons, en outre, pour appuyer notre opinion, des conclusions qu'imposent les tendances économiques générales. Elles nous montrent que, bien qu'une économie étatisée puisse être sans classes, celle qui est en train de se développer n'est et ne sera pas sans classes. Il n'y aura pas de classe capitaliste dirigeante – ce ne serait pas possible – mais il y aura une classe dirigeante. Les privilégiés ne seront pas de bourgeois, mais il y aura des gens jouissant de privilèges et d'autres qui n'en auront pas.

Il est néanmoins possible que la nouvelle forme d'économie soit *appelée* "socialiste". Dans les pays qui se sont le plus rapprochés de cette économie nouvelle, la Russie et l'Allemagne, on se sert des termes "socialisme" ou "national-socialisme". Cette terminologie n'a pas été choisie pour obéir à un désir de clarté scientifique ; bien au contraire. Le mot "socialisme" est employé pour faire naître dans la masse les émotions favorables qui se rattachent à l'idéal socialiste,

celui d'une société libre, sans classes et internationale, et afin de cacher au peuple que l'économie directoriale est, en fait, la base d'une nouvelle classe sociale. Si les nouveaux dirigeants continuent à faire le même usage de ces termes, un livre comme celui-ci n'y changera rien. L'esprit scientifique exige néanmoins de distinguer clairement l'économie nouvelle (quelque nom qu'on lui donne) de l'économie qui projette le socialisme traditionnel.

La structure économique étatique ne contient pas de facteur susceptible d'éliminer nécessairement la domination d'une classe. Au contraire, l'expérience historique nous apprend qu'une économie étatiste peut (mais pas obligatoirement) fournir la base d'une domination et d'une exploitation par une classe dirigeante, plus parfaites et plus absolues qu'aucune suprématie connue jusqu'ici. Ceux qui contrôlent l'État, ceux dont les intérêts sont les premiers à être servis par l'État, constituent la classe dirigeante dans l'économie d'État. Par l'État, ils contrôleront l'accès aux instruments de production ; par l'État, ils contrôleront la distribution des produits de ces instruments, de façon à s'en attribuer à eux-mêmes une part privilégiée.

Les événements des vingt dernières années désignent ceux que j'ai appelés les "directeurs" comme devant former cette classe dirigeante ou, du moins, y occuper une place prépondérante.

L'économie directoriale sera ainsi une économie *exploitante*. Arrêtons-nous ici afin de définir ce mot. On emploie souvent le terme "exploiter" dans un sens moral ou psychologique plutôt que dans un sens neutre, historique et économique. Par exemple, on dit d'un "mauvais" patron qui paye ses ouvriers des salaires de famine, qu'il les "exploite". Ce n'est pas dans ce sens que nous faisons ici usage de ce mot. Une économie "exploitante" signifie simplement une économie comportant un groupe privilégié dans la distribution des produits. L' "exploitation" est le procédé, quel qu'il soit, au moyen duquel cette distribution inégale est opérée, indépendamment de tout jugement moral ou des mobiles psychologiques des individus en question. D'après cette définition, toutes les économies subdivisées en classes sont "exploitantes" : la société féodale et la société capitaliste sont exploitantes et la société directoriale le sera.

Le procédé qui y permettra l'exploitation ne sera pas le même que dans la société capitaliste. Aucun individu ne pourra s'y procurer des profits en utilisant l'argent comme capital dans une entreprise économique. Le "capital", pour autant que ce terme pourra y être employé dans son sens propre, y sera fourni entièrement ou presque par l'État. Le contrôle des instruments de production y sera exercé par les directeurs, grâce à leur contrôle de fait des institutions de l'État et directement, de par les positions-clés qu'ils occuperont dans l'État "illimité" qui, dans la société directoriale, englobera les organismes politiques et toute l'économie. Leur traitement préférentiel dans la distribution leur sera alloué en vertu de la structure politico-économique de l'État et non en vertu de droits de propriété du type capitaliste ou du type féodal. L'expérience de la Russie et de l'Allemagne prouve que ce traitement préférentiel n'affectera pas nécessairement une forme exclusivement monétaire : le traitement en argent des directeurs peut être bas, mais assorti de privilèges sous forme de voitures, de maisons, de nourriture, de vêtements, etc., accordés directement par des "services d'État". Ce qui compte, c'est le *fait* d'une distribution préférentielle et non sa forme ni les moyens par lesquels on l'effectue.

Dans l'économie capitaliste, la distribution préférentielle a lieu parce que les propriétaires des instruments de production retiennent des droits sur les produits de ces instruments. Du moment que ces produits peuvent être vendus sur le marché à un prix plus élevé que celui de la main-d'œuvre, ce prix de vente procure une somme destinée à couvrir un grand nombre d'autres frais : achat des matières premières, amortissement des machines, loyer, intérêts bancaires, dividendes, bonis, jetons de présence des administrateurs ; les capitalistes s'arrangent pour que le décompte en soit assez obscur, ce qui leur permet de s'attribuer une part préférentielle.

Dans une économie entièrement étatisée, cette distribution inégale ne pourrait s'opérer de la même manière, mais il ne serait pas difficile d'imaginer une autre méthode d'exploitation. Dans son remarquable ouvrage sur la Russie : *Le Rêve écroulé*, Freda Uxley a décrit quelques-uns des procédés employés à cet effet dans ce pays. L'un d'eux est, en réalité, un gigantesque impôt sur la nourriture. L'État achète aux paysans, à des prix fixes, les aliments qui doivent être vendus au reste de la population à des prix également fixés par l'État et par ses soins. L'écart entre ces prix peut être aussi considérable que les moyens des consommateurs le permettent. D'autre part, l'État possède le monopole de la production non agricole et il peut vendre ces objets fabriqués aussi cher qu'il lui plaît. Il dispose, de cette façon, de fonds énormes dont une partie est consacrée aux services sociaux, aux travaux publics dont il a la charge. Mais il lui est loisible d'en affecter une part à augmenter les revenus de ses fonctionnaires, de ceux qui le contrôlent et qui constituent la nouvelle classe dirigeante. Cette méthode d'exploitation, pratiquée en Russie, est si simple, relativement si facile à appliquer, qu'on peut s'attendre à ce qu'elle soit généralisée dans la société directoriale. On peut, cependant, élaborer d'autres méthodes également efficaces. L'exemple de l'Allemagne et celui du New Deal prouvent que des taxations plus orthodoxes sont capables, dûment dirigées, de faire affluer le revenu vers de nouveaux canaux, en violation des "lois" capitalistes sur les profits et les salaires, même lorsque les relations capitalistes demeurent nominalement intactes.

L'économie directoriale pourrait être qualifiée d' "exploitation corporative" par opposition à l' "exploitation privée" du système capitaliste. C'est en vertu de ses fonctions que le groupe de directeurs exploite le reste de la société. D'autres civilisations offrent des situations analogues, par exemple celles où les prêtres formaient la classe dirigeante ; ce n'était pas en qualité d'individus qu'ils jouissaient de privilèges spéciaux, c'était leur corporation qui les détenait. Dans une certaine mesure, l'Église médiévale occupait dans la société une position analogue. De nos jours, le collège des cardinaux de l'Église catholique présente, bien que plus étroitement limitée, une analogie de même nature : le groupe des cardinaux possède le droit d'élire les papes, mais individuellement chaque cardinal n'en dispose pas. Cependant, les cardinaux peuvent exercer un contrôle sur les nouveaux membres de leur collège, ce qui assure à ce corps sa continuité humaine.

De même, les directeurs, tout en n'exploitant le reste de la société qu'en qualité de membres d'une corporation et non en tant qu'individus, pourront, grâce au pouvoir que leur confère leur fonction, contrôler le recrutement de leur corps ; la classe dirigeante des directeurs s'assurera ainsi, de génération en génération, une certaine continuité.

Une structure économique basée sur la possession par l'Etat des principaux instruments de production fournit le cadre

de la domination sociale des directeurs. À noter que cette structure est *la seule* au moyen de laquelle la domination des directeurs puisse être consolidée. Dans la société capitaliste, leur pouvoir est limité par l'ingérence des capitalistes et du fait des relations économiques du capitalisme. Le directeur n'y est jamais en sécurité ; il peut être congédié par les détenteurs des droits de propriété ; ses plans doivent tenir compte du besoin de profits du capitalisme ; l'organisation technique de la fabrication doit toujours être subordonnée à ce but : le profit ; et le directeur sait que celui-ci est destiné principalement aux propriétaires de l'entreprise. Nous avons vu que les directeurs ne pouvaient résoudre le problème en devenant eux-mêmes capitalistes. Aucun autre type de propriété individuelle n'est susceptible d'offrir une solution satisfaisante. Seule la fusion de l'économie avec l'État, le contrôle absolu de l'économie par l'État permettront, après l'écroulement définitif du capitalisme, le fonctionnement de l'économie, d'une part, et, de l'autre, l'établissement des directeurs dans la position de classe dirigeante.

Des millions de personnes préconisent aujourd'hui dans le monde la prise de possession par l'État des instruments de production. Les uns la souhaitent parce qu'elles croient que cette mesure apportera la liberté et une société sans classes ; les autres parce qu'elles pensent qu'il en découlera le bien-être matériel de toute l'humanité ; d'autres, pour des raisons morales plus abstraites. L'attitude et les actes de ces personnes constituent l'une des forces sociales qui tendent à réaliser cette étatisation. Mais le *résultat* de celle-ci ne dépend nullement des raisons pour lesquelles ces personnes la désirent. Car, étant données les circonstances, ce résultat ne sera pas la liberté et l'absence de classes, ni même le bien-être matériel universel, mais une nouvelle forme d'exploitation de la société par une classe : la société directoriale.

D'autre part, un grand nombre, peut-être la plupart des directeurs, ne souhaitent pas consciemment l'étatisation de l'industrie, bien que les premiers bénéficiaires doivent en être, sinon les individus qui sont actuellement directeurs, mais ceux qui le seront demain. On constate là une de ces ironies si fréquentes dans l'histoire.

Au XVI^e siècle, nombre de gens souhaitaient la disparition des seigneurs féodaux et de leurs exactions. Les uns, parce qu'ils aspiraient à la liberté ; d'autres, parce qu'ils voulaient une vie matérielle plus agréable ; d'autres enfin, pour des motifs religieux, par haine de l'Église catholique. D'un autre côté, beaucoup de capitalistes de cette époque en tenaient pour le maintien de l'ordre existant, leur plus haute ambition étant souvent de devenir eux-mêmes des seigneurs. Ils craignaient que des États forts, nationaux, ne fussent un obstacle au développement des villes indépendantes qui leur servaient de base économique. La majorité des grands financiers et des grands marchands du Sud de l'Allemagne étaient, au XVI^e siècle, de bons catholiques ; ils soutenaient, au cours des guerres de religion, le parti de l'empereur catholique et celui de Rome. Néanmoins, le résultat de ces guerres, en dépit de leurs motifs, était de profiter surtout aux capitalistes, sinon les capitalistes individuels qui y avaient pris part, du moins à d'autres *capitalistes*.

De même, la suppression des capitalistes et la prise de possession par l'État des instruments de production, quels que soient les mobiles qui les aient provoquées, profiteront principalement aux directeurs et à la consolidation d'une société où ils constitueront la classe dirigeante.

Quoiqu'il soit impossible de décrire d'avance en détail l'économie directoriale, nous avons vu qu'elle avait pour fondement la possession et le contrôle des instruments de production par l'État, celui-ci étant, à son tour, contrôlé par les directeurs, dont l'intérêt occupent, de ce fait, une situation privilégiée.

Du fait de cette structure économique, l'industrie n'a plus besoin de fonctionner en vue du profit. À la lumière de l'histoire récente de la Russie et de l'Allemagne, il apparaît évident que rien, dans la nature des usines, des mines, des chemins de fer, des avions, de la radio, ne les oblige à subordonner leur activité au profit monétaire. Cette dépendance n'existe que par la suite des relations économiques capitalistes ; lorsqu'elles disparaissent, la nécessité du profit disparaît en même temps. À l'aide d'une direction d'État centralisée, d'une monnaie dirigée, du monopole du commerce avec l'étranger, du travail obligatoire, de la fixation des prix et des salaires indépendamment de la libre concurrence, l'économie peut avoir d'autres buts que le profit.

Dans l'économie directoriale, le rôle de l'argent sera considérablement réduit par rapport à sa place prépondérante dans le système capitaliste. D'abord, l'argent n'y sera plus employé au titre de capital individuel, et, même dans les transactions d'échange, son usage sera limité. Nous ne pouvons préciser ces limites d'avance, mais nous en connaissons déjà quelques-unes.

La Russie et l'Allemagne nous ont montré comment le commerce avec l'étranger peut être transformé en une nouvelle espèce de "troc". Bien des économistes affirment que ce procédé est plus incommode et moins efficient que les méthodes capitalistes traditionnelles qui dominent le côté monétaire de l'échange, le commerce relativement libre des monnaies et le secours de l'or pour le règlement des comptes. Ces objections ne sont valables que du point de vue capitaliste ; les mêmes économistes qui les présentent les réfutent lorsqu'ils démontrent que la méthode du troc contrôlé ne peut être concurrencée que par ceux qui l'adoptent ; si cette méthode était véritablement inférieure, elle ne soulèverait aucun problème de concurrence. Les États-Unis, par exemple, ne seraient que trop contents de la voir adoptée par d'autres pays, parce que son infériorité garantirait aux États-Unis, fidèles aux anciens usages, une supériorité facile sur le marché international. Comme chacun le sait, c'est précisément le contraire qui se produit.

L'importance de l'argent déclinera même en ce qui concerne les transactions intérieures puisque les denrées et les services seront fournis par l'État sans que les consommateurs aient à payer directement en argent à chaque occasion. Il en est ainsi depuis assez longtemps quant aux routes, aux ponts, aux services sanitaires publics, aux parcs, aux secours d'ordre scientifique, etc. La Russie et l'Allemagne apportent la preuve que, dans l'économie directoriale, ces services publics peuvent être considérablement étendus ; un nombre sans cesse croissant de denrées et de services y seront fournis sans paiement direct en argent, c'est-à-dire qu'un pourcentage croissant du revenu véritable ne prendra pas la forme monétaire. Théoriquement, cette extension semblerait illimitée ; en pratique, toutefois, la commodité de la monnaie, surtout la commodité qu'elle offre pour différencier les revenus, paraît devoir assurer sa survivance. Mais l'expérience nous a déjà enseigné que la monnaie s'écartera de plus en plus de sa base métallique et qu'elle s'en

détachera sans doute complètement. La réserve d'or de Fort Knox pourrait bien être convertie en un mouvement historique que la postérité contemplerait comme les pyramides d'Égypte.

Leurs rapports avec la monnaie font comprendre que, dans l'économie directoriale, les denrées et les services ne seront pas, au même degré que sur le marché capitaliste, des *marchandises* ; ce ne seront plus des représentations de tant en tant d'unités de la valeur d'échange, ce seront des entités spécifiques destinées à satisfaire certains besoins et non d'autres, indépendantes ou partiellement indépendantes de leur valeur d'échange.

En même temps que la bourgeoisie sera éliminée de l'économie directoriale, la position des *travailleurs libres* (prolétaires) y subira de grandes modifications. Sous le régime capitaliste, la "liberté" des prolétaires est une curieuse espèce de liberté. Elle implique d'abord qu'ils sont sans aucun droit de propriété sur les instruments de production. A cet égard, rien ne sera changé pour eux : le contrôle effectif des instruments de production ne sera exercé par les ouvriers, mais par les directeurs au nom de l'État. Mais dans l'économie capitaliste, la liberté des prolétaires signifie aussi, dans une mesure limitée, qu'ils sont libres de vendre ou de ne pas vendre leur travail (bien que ne pas le vendre les réduise à mourir de faim), de le vendre à tel employeur plutôt qu'à tel de ses concurrents, et d'en marchander le prix.

Rien de semblable n'existera dans l'économie directoriale, puisque l'État sera l'unique patron ; la distribution des emplois et leur rémunération n'y seront pas laissées au hasard des marchandages.

Nous n'apercevons aucune raison de croire que l'économie directoriale subira des crises semblables à celles de l'économie capitaliste, puisque les facteurs de ces crises se rattachent tous aux exigences du profit qui sera supprimé. Il est probable, néanmoins, que l'économie directoriale connaîtra des crises d'un genre particulier ; elles pourront être de caractère technique et politique ; elles pourront résulter de l'impuissance de l'administration bureaucratifiée devant les problèmes des changements soudains provoqués par le passage de la guerre à la paix ou par de brusques modifications de la technique ; ou encore, ces crises pourraient provenir de mouvements de mécontentement ou de révolte massifs qui, l'État et l'économie ne faisant qu'un, affecteraient automatiquement une forme à la fois politique et économique.

Dans l'économie directoriale, la réglementation de la production ne sera pas fonction "automatique" du marché ; elle sera l'oeuvre consciente et délibérée de certains groupes d'hommes ; ils élaboreront un "plan" pour l'ensemble de la production, chose impossible dans l'économie centralisée de l'entreprise privée.

Si nous comparons ces traits de l'économie directoriale à ceux qu'au chapitre II nous avons signalés comme les plus caractéristiques du système capitaliste, nous voyons aussitôt que ces derniers ne figurent dans l'économie directoriale que sous une forme profondément altérée ou n'y figurent pas du tout. Ce fait nous porte à rejeter d'autant plus résolument l'expression : "capitalisme d'État".

L'économie directoriale ne serait pas destinée à remplacer le capitalisme si elle n'était capable, du moins dans une certaine mesure, de résoudre les difficultés avec lesquelles il se trouve aux prises (voir chap. III) et qui rendent sa continuation impossible.

Nous n'avons pas besoin d'attendre l'avenir pour savoir que l'économie directoriale supprimera le chômage massif ou le réduira à un minimum insignifiant. La preuve nous en a été donnée en Russie et en Allemagne à l'heure même où l'Angleterre, la France et les États-Unis s'avéreraient impuissants à se débarrasser de ce fléau au moyen de méthodes capitalistes. La question n'est pas d'*approuver* ou de réprouver la manière dont le chômage a été ou sera supprimé. Nous pouvons, par exemple, penser que le chômage est préférable aux bataillons de travailleurs militarisés. N'empêche que le chômage massif est la pire des calamités qu'une économie puisse avoir à affronter, une calamité suffisante pour amener l'écroulement de n'importe quel système économique. La Russie, l'Allemagne et l'Italie ne sont pas seules à avoir recouru aux méthodes non capitalistes pour lutter contre cette plaie : aux États-Unis, le C.C.C. a été inspiré par les méthodes directoriales dont les travaux publics "de secours" sont une variante invouée. Si de tels moyens n'avaient pas été employés en Amérique, le chômage y aurait atteint des proportions qui eussent renversé toute la structure économique de la nation.

L'économie directoriale, avec ses plans à longue échéance, permet à la courbe de la production de remonter après le déclin qu'elle enregistre sous le régime du capitalisme agonisant. Pendant les dix dernières années, sauf de petits pays soumis à des influences spéciales et dénués d'importance mondiale, la prospérité économique a été étroitement liée à la transformation de leurs méthodes économiques dans le sens directorial : la Russie et l'Allemagne se placent en tête de la liste ; les États-Unis et la France à la fin. Ici encore, ce qui nous intéresse n'est pas la nature des denrées produites, mais le volume de la production par rapport à la population et à sa capacité potentielle. Nous pouvons être d'avis que certaines denrées ne valent pas la peine d'être produites (des bombardiers et des tanks, par exemple), qu'elles sont mauvaises, que l'intensification de leur fabrication ne constitue pas un "progrès" ; cependant, la capacité, pour un système économique, de produire relativement plus qu'un autre est une indication décisive de sa valeur économique intrinsèque. Il faut être naïf pour croire que la structure et les institutions qui permettent de fabriquer davantage d'armements ne permettent pas aussi de fabriquer un plus grand volume d'autres objets. S'il était vrai, comme tant de gens le disent, que l'économie nazie est exclusivement une économie de guerre, personne, aux États-Unis, ne s'inquiéterait, comme s'inquiètent tous les économistes sérieux, de la concurrence économique nazie d'après la guerre.

De même, l'économie directoriale est mieux placée que l'économie capitaliste pour l'utilisation des inventions et des techniques nouvelles. Elle n'a pas à redouter ces effondrements du marché capitaliste causés par l'introduction trop soudaine de méthodes nouvelles, puisqu'elle ne vise pas au profit. C'est ainsi que l'Allemagne nazie a pu compenser, grâce à des "ersatz" nouvellement inventés, son infériorité en ressources naturelles par rapport à la France et à l'Angleterre, et qu'elle a pu construire en plus grand nombre de meilleures machines de combat.

Nous avons vu que l'économie capitaliste n'est plus capable d'employer dans des entreprises privées les capitaux dont elle dispose. Ces fonds oisifs ne seront pas un problème pour l'économie directoriale : ou bien elle les confisquera, soit immédiatement, soit graduellement ; ou bien elle leur assignera, pendant une période de transition, un usage obligatoire,

pour ses propres fins.

L'économie directoriale pourra exploiter et développer les peuples et les régions arriérés comme il n'est pas possible au capitalisme de le faire avec profit. Les méthodes directoriales, économiquement et politiquement libérées des exigences capitalistes, ouvrent pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, une ère d'exploitation nouvelle.

Enfin, comme je l'ai déjà dit, l'économie directoriale, en vertu de son contrôle centralisé de l'ensemble de l'économie, est en mesure de dresser des plans de "cinq ans", de "quatre ans", de "dix ans", conception diamétralement opposée aux idéologies individualistes du capitalisme qui ne peut envisager de semblables prévisions que d'une façon purement nominale.

Chapitre X Les directeurs changent la localisation de la souveraineté
Chapitre XI Régime totalitaire et société directoriale
Chapitre XII La politique mondiale des directeurs
Chapitre XIII Les idéologies directoriales
Chapitre XIV La forme russe

On a écrit de très nombreux ouvrages sur la Russie et sur l'Allemagne contemporaines, mais il en est bien peu qui aient clarifié le sujet qu'ils traitaient. La raison en est évidente : les gens ne tiennent pas à comprendre la Russie et l'Allemagne, mais à exprimer les sentiments qu'elles leur inspirent. Les hommes semblent ne pouvoir éprouver aujourd'hui à l'endroit de ces deux nations qu'un attachement passionné ou une haine également passionnée. Cette singularité devrait par elle-même suggérer que c'est dans ces pays que l'on est appelé à découvrir la clé historique de notre époque.

Malheureusement, quelque approprié qu'il soit dans certains cas – par exemple quand il s'agit de gagner ou de perdre une guerre – un sentiment passionné est une très faible assise pour la compréhension. Un savant peut détester le fléau qu'il étudie, mais il ne doit pas permettre à cette haine d'escamoter les résultats que lui fournit son laboratoire. L'objet du présent livre est la connaissance et non la passion. Nous cherchons à savoir ce qui se passe en Russie et en Allemagne comme ailleurs et non à porter des jugements et à choisir une attitude.

Un examen attentif et objectif a vite fait de vous renseigner. Il est vrai que les nouvelles venant de Russie et d'Allemagne sont déformées selon les buts de propagande de leurs régimes. On ne peut se fier aux statistiques ; dans de nombreux domaines, ces pays s'abstiennent d'ailleurs d'en publier. Mais un médecin n'a pas besoin de connaître l'état chimique de chaque cellule du corps d'un malade pour diagnostiquer la petite vérole. On peut en savoir *suffisamment* pour notre objet, sur la Russie et sur l'Allemagne, et c'est là tout ce qu'il nous faut.

La théorie de la révolution directoriale ne prétend pas que la période actuelle ne verra pas de révolutions de la masse ni de révolutions populaires inspirées par les slogans et les idées socialistes. Au contraire. Il s'est déjà produit plusieurs révolutions de la masse, pendant la période de transition rapide qui a commencé en 1914. On peut s'attendre à ce qu'il s'en produise d'autres. Une révolution sociale n'est pas accompagnée nécessairement de mouvements révolutionnaires manifestes de la masse, mais elle l'est le plus souvent. Toutefois, ce qui nous intéresse principalement n'est ni ces mouvements en eux-mêmes ni le signe sous lequel ils se font, mais les conséquences qui en découlent par rapport à la structure sociale.

Ces conséquences coïncident rarement avec les slogans et les idées qui ont inspiré la révolution. Dans bien des endroits de la terre, le capitalisme a été introduit et fortifié à l'occasion de révolutions de la masse ; aucune de ces révolutions n'a, à ma connaissance, proclamé que son objet était l'introduction du capitalisme. Il y avait, il est vrai une certaine corrélation entre les slogans et ce qui s'est passé, car, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, ces slogans tendaient à créer un état d'esprit favorable aux institutions capitalistes, mais c'est là une corrélation indirecte. De même une révolution ostensiblement socialiste ne conduit pas nécessairement au socialisme.

Ces remarques préliminaires sont indispensables à la compréhension de ce qui est arrivé en Russie.

Nous avons vu que les directeurs ont à résoudre un triple problème : 1. Réduire les capitalistes à l'impuissance, d'abord dans leur pays et ensuite dans le monde entier ; 2. amener les masses à accepter la domination directoriale et détourner la menace d'une société sans classes ; 3. se disputer entre États directoriaux les premières places dans le monde.

La solution des deux premières questions (la troisième ne pourra jamais être complètement résolue) signifie la destruction des principales institutions et des principales idéologies de la société capitaliste et leur remplacement par celles de la société directoriale.

À cet effet, il est nécessaire qu'une grande partie de la masse soit enrôlée, sous des bannières portant des slogans appropriés, aux côtés des directeurs. Comme les capitalistes, les directeurs ne forment pas le gros des combattants au cours de la lutte que comporte la transition sociale. Ils laissent à la masse la charge de donner et de recevoir les coups. Même la bataille nécessaire pour convertir la masse à de nouvelles idéologies se livre entre l'une de ses fractions et les autres.

Lorsque les deux premières questions du triple problème sont résolues, la société directoriale a remplacé la société capitaliste. Quels que soient les moyens employés, leur solution est la révolution directoriale. Mais la structure de la société directoriale n'est pas fermement consolidée tant qu'elle n'est pas établie dans le monde entier, c'est-à-dire dans les trois secteurs "centraux" d'industrie avancée dont nous avons parlé au chapitre XII.

Les trois parties du problème directorial ne se situent pas, dans le temps, dans un ordre déterminé. Leur solution peut être obtenue à des moments divers, à des stades divers de l'évolution sociale ; en général, ces questions sont mélangées, à des degrés variables, à chacun de ces stades. La guerre, surtout la guerre mondiale, les mêle inextricablement et précipite les faits.

Les événements de Russie, depuis 1917, illustrent notre théorie d'une façon étonnamment schématique. La première question y a été résolue rapidement et rigoureusement. Les capitalistes, outre qu'ils furent réduits à l'impuissance, furent physiquement éliminés, soit par leur mise à mort, soit par leur émigration. Ils ne furent pas remplacés par d'autres capitalistes, car nous ne comptons pas les petits capitalistes sans importance sociale qui furent tolérés pendant la période de la N.E.P. La classe des capitalistes disparut, ce qui revient à dire que les principales institutions du capitalisme furent supprimées et que la structure économique de la société fut changée.

Dans un certain sens, cette solution rigoureuse ne fut que partielle, puisque seuls les capitalistes russes disparurent, alors que le problème directorial exige leur suppression dans le monde entier ou, du moins, dans les zones principales. Les Russes s'aperçurent bientôt que leurs dirigeants avaient vu juste à cet égard, quand les grandes nations capitalistes, y compris les États-Unis, envoyèrent des armées en Russie pour renverser le nouveau régime. Mais le régime se défendit avec succès et conclut, avec les capitalistes étrangers, une trêve qui dura jusqu'à la seconde guerre mondiale.

La seconde partie du problème – la soumission des masses – fut laissée en suspens jusqu'à la solution de la première. Ou, plutôt, on employa les masses pour obtenir cette solution tout comme les premiers capitalistes les employèrent naguère pour briser le pouvoir des seigneurs féodaux. Au cours d'un second stade, dont le début se confond avec le premier, la deuxième partie du problème fut résolue. Les masses furent soumises ; leurs obscures aspirations vers l'égalité et une société sans classes furent détournées vers la nouvelle structure comportant la domination d'une nouvelle classe ; on s'arrangea pour les adapter aux idéologies et aux institutions de l'ordre nouveau.

La troisième partie du problème, la rivalité des diverses sociétés directoriales, appartient encore à l'avenir. Les manœuvres qui y préparent, toujours incluses dans les activités des sections de l'Internationale communistes (simples agences des dirigeants russes), sont considérablement hâtées du fait de la guerre. La Russie, premier État directorial, s'apprête à défendre ses droits d'aînesse dans les guerres directoriales futures.

L'exemple russe peut parfaitement servir de modèle et être suivi ailleurs, surtout si les conditions y sont comparables à celles de la Russie en 1917. Les facteurs qui déterminèrent ces conditions furent : un développement relativement faible du capitalisme avec une classe capitaliste peu nombreuse ; l'association de cette classe avec le régime tsariste, également faible et discrédité ; la terrible crise sociale, économique, politique et humaine provoquée en Russie par la première guerre mondiale.

Staline émergea de son obscurité des débuts de la révolution à peu près au moment où s'effectuaient la soumission des masses et la consolidation du pouvoir du nouveau groupe dirigeant. Comme il arrive si fréquemment, le nouveau stade du régime soviétique fut marqué par l'élimination des chefs du stade précédent et par l'occupation des positions-clés par des hommes antérieurement subordonnés ou totalement inconnus. Ceux qui avaient réglé la première question, la suppression des capitalistes, furent d'abord dépouillés de tout pouvoir effectif, lors des luttes de factions de 1923-1929, et ensuite tués pour la plupart à l'occasion de procès et de "purgés". Ces retentissants procès publics sonnèrent pour ainsi dire la fanfare finale de la solution de la deuxième question. Les masses convenablement subjuguées, le pouvoir, les privilégiés et la plus forte part des revenus publics restèrent aux mains des nouveaux dirigeants, les directeurs et leurs collègues bureaucrates. En un certain sens, ces purges massives eurent un but symbolique et idéologique. Les purgés avaient déjà été domptés et ils étaient, pour la plupart, décidés à admettre l'ordre nouveau.

Il ne faut pas commettre l'erreur de croire que l'évolution russe dépendait uniquement de la présence de tel ou tel individu, de la vilenie ou de la noblesse (selon le point de vue de chacun) de Staline, par exemple. Si Lénine avait vécu, les choses n'auraient sans doute pas été très différentes. Il est assez significatif que, pendant des années, le collègue probablement le plus intime de Lénine, celui qu'il s'était adjoint pour exercer un contrôle secret sur le parti bolchevik, était le brillant ingénieur – le directeur – Krassine. Mais la mort des premiers dirigeants prit l'aspect d'un important acte rituel en imposant au peuple l'attitude qu'exigeait la société directoriale et en fortifiant ses institutions.

L'histoire du concept révolutionnaire du "contrôle des ouvriers" éclaire la méthode suivie par les Russes pour réaliser la révolution directoriale. "Le contrôle de l'industrie par les ouvriers" a, dès le début, été l'un des slogans de l'aile léniniste du marxisme. La raison en est facile à comprendre. Selon l'idéologie socialiste, la propriété privée de l'industrie doit être supprimée ; les masses ouvrières, dans leur ensemble, doivent être investies du droit de la contrôler. L'acte révolutionnaire le plus important devrait donc être la prise en charge du contrôle de l'industrie par les ouvriers eux-mêmes. D'où le slogan.

Au cours de la révolution russe (comme lors des autres tentatives de révolution qui eurent lieu pendant les vingt-trois dernières années), les ouvriers appliquèrent littéralement le slogan. Dans les usines, les mines, les magasins, etc., ils élurent, dans leurs propres rangs, des comités qui s'emparèrent du contrôle. Ils délogèrent non seulement les propriétaires (qui étaient rarement là pour être délogés, les propriétaires ne s'occupant pas directement de la production de nos jours), mais tous les surveillants et le personnel dirigeant ; ils évincèrent aussi les directeurs. Les ouvriers pensaient que la révolution devait les débarrasser de tous ceux qui les commandaient et les exploitaient. Ils reconnaissaient que les directeurs étaient, comme les patrons-propriétaires, du nombre des dirigeants et des exploités du passé et surtout de l'avenir. Les ouvriers se mirent à faire marcher les usines sans eux.

Cela ne dura pas très longtemps. D'abord, les usines et les autres instruments de production ne fonctionnaient pas très bien sous le contrôle des ouvriers ; ils se heurtèrent à des difficultés encore plus grandes dans la coordination des diverses usines. Il est inutile de se demander pourquoi. Des comités d'ouvriers élus, dont les membres peuvent être révoqués à tout moment et qui ne possèdent pas la formation voulue, ne semblent pas capables de faire fonctionner des usines modernes, des mines ou des chemins de fer. Il leur est plus difficile encore de collaborer à la direction de branches entières de l'industrie ou de l'industrie dans son ensemble. Peut-être, de nouveaux organismes démocratiques et assez de temps pour acquérir de l'expérience leur permettraient-ils de surmonter ces difficultés. Actuellement, on ne dispose ni du temps ni des organismes nécessaires.

Ensuite, si les ouvriers contrôlaient avec succès la production à sa source, il en résulterait la société sans classes. En conséquence, ceux qui désirent le gouvernement de la société par une classe veulent nécessairement éviter le contrôle de l'industrie par les ouvriers et, en démontrant son inefficacité, ils trouvent des raisons pour l'empêcher. Par-dessus tout, le mouvement vers le contrôle ouvrier se produit dans des périodes d'intense crise sociale, de guerre ou de guerre civile, alors que l'organisation industrielle apparaît comme un besoin impérieux.

Si le contrôle temporaire des ouvriers est remplacé par l'ancien contrôle des propriétaires capitalistes, ainsi que cela se

passa en Allemagne, lors des deux crises révolutionnaires qui éclatèrent, l'une à la fin de la première guerre mondiale, l'autre quelques années après, la société revient simplement à sa structure capitaliste antérieure. Si le contrôle des ouvriers est remplacé par le contrôle de fait des directeurs, soutenus par un nouveau genre d'État, alors le capitalisme, après une crise de transition, se métamorphose en société directoriale. C'est ce qui s'est passé en Russie, à la suite d'une série de mesures intermédiaires.

Pendant un temps très bref, après la révolution, nombre d'usines et d'autres entreprises russes furent dirigées par des "comités d'usine" élus parmi les ouvriers. Ensuite, la direction "technique" des opérations fut confiée à des "spécialistes", c'est-à-dire des directeurs, les comités d'usine restant en fonction et exerçant, au moyen du veto, un contrôle effectif sur les directeurs et sur les "conditions du travail". Cependant, des bureaux, des commissions et des individus, nommés par le nouveau gouvernement des Soviets, commençaient à coordonner les efforts des diverses usines et des diverses branches de l'industrie. Graduellement, le pouvoir de ces fonctionnaires et celui des directeurs s'accrurent, forcément aux dépens du "contrôle des ouvriers" et des comités d'usine. Les comités d'usine perdirent leur droit de veto, et toutes leurs prérogatives reçurent une interprétation de plus en plus étroite. La composition des comités fut changée : ils durent comprendre un représentant de l'État, un représentant directorial et un homme qui représentait nominativement les ouvriers, mais ce n'était qu'un faux semblant. Finalement, ces comités perdirent tout pouvoir réel et ne subsistèrent que pour la forme jusqu'à leur disparition complète en 1938. Le contrôle ouvrier avait été transformé en contrôle directorial.

Cette évolution ne se fit pas sans incidents ; incidents violents parfois. Quelques-uns des ouvriers en comprirent la signification : ils s'aperçurent que la révolution qui devait leur apporter la liberté et la fin des privilèges les avait conduits à une nouvelle forme de domination par une classe dirigeante. Ils essayèrent d'empêcher la dépossession de leurs comités ; ils refusèrent d'obéir aux directeurs ; parfois ils les chassaient ou même les tuaient. Mais, à chaque occasion décisive, l'État, ; l' "État socialiste ouvrier", que ce fût Lénine ou sous Staline, soutenait non les ouvriers, mais les directeurs. Une vaste campagne d' "éducation" fut entreprise pour enseigner au peuple pourquoi le "gouvernement des ouvriers" signifie, en pratique, le gouvernement des directeurs. Lorsque le besoin s'en faisait sentir, l'éducation par la parole était complétée par celle du camp de concentration, du bataillon de travail forcé ou par un peloton d'exécution.

Les premières années de la révolution, Lénine et Trotsky publièrent tous les deux de brochures et prononcèrent des discours pour défendre la cause des spécialistes, des techniciens, des directeurs. Lénine déclarait avec emphase que le directeur d'une usine doit en être le dictateur ; la "démocratie des ouvriers" dans l'État doit se fonder sur la dictature directoriale dans l'usine.

Peut-être ne se rendait-il pas pleinement compte de l'ironie de sa position. En tant que marxiste, il croyait, avec raison, que la base du pouvoir social est le contrôle des instruments de production. En sa qualité de chef du nouvel État, il contribua à réduire à néant le contrôle des ouvriers sur ces instruments et à y substituer celui des directeurs. Naturellement, les directeurs des entreprises isolées furent subordonnés à ceux des grands consortiums, aux bureaux et aux commissions dirigeant des secteurs entiers de l'industrie et gouvernant la production sans son ensemble. Chose assez intéressante, bon nombre des hommes qui avaient dirigé des affaires sous l'ancien régime exerçaient les mêmes fonctions sous le régime nouveau. Lénine et Trotsky accablaient de leur mépris les "gauches enfantines" qui s'opposaient à l'utilisation des services des "spécialistes bourgeois". Les ouvriers en avaient besoin pour faire marcher les usines, et Lénine regrettait qu'il en restât si peu et que la Russie n'eût jamais possédé une équipe suffisante de techniciens spécialisés. On offrit les conditions les plus avantageuses aux "spécialistes bourgeois" étrangers qui consentirent à travailler pour le nouveau régime. La classe des directeurs, qui ne cessa de s'élever, n'était pas une création nouvelle ; elle n'était que le développement, l'extension d'une classe qui existait déjà dans la société capitaliste, au sein de laquelle son pouvoir et son influence allaient en grandissant.

Nous attachons une importance considérable à ce qu'il est advenu du "contrôle des ouvriers". De plus, l'expérience russe est nettement typique. Il n'y a pas encore eu d'autres révolutions exactement pareilles à la révolution russe ; mais il s'est produit des douzaines de situations révolutionnaires présentant le même caractère général. Partout, les mêmes tendances se sont manifestées. En Allemagne, dans les Balkans, en Chine, en Italie, en Espagne, au moment de la crise, les ouvriers se sont emparés tout de suite du contrôle des instruments de production. On trouve toujours une formule pour leur expliquer que cela ne peut continuer, et, si la formule ne suffit pas, les canons entrent en jeu.

Il ne nous intéresse pas de savoir si c'est "une bonne idée" pour les ouvriers de prendre le contrôle. Nous nous contentons de constater qu'ils s'efforcent toujours de s'en emparer et qu'ils ne réussissent pas à le conserver. Le fait qu'ils sont incapables de le garder est une preuve de plus que l'heure du socialisme n'a pas encore sonné. Le contrôle et la domination sociale qui en est la conséquence, lorsqu'ils échappent aux capitalistes, ne tombent pas entre les mains des ouvriers, du peuple, mais entre celles des directeurs, la nouvelle classe dirigeante. Cela s'est produit, au cours de la guerre civile espagnole, dans les territoires loyalistes, notamment en Catalogne. Tout comme en Russie, les ouvriers et les paysans ont commencé à y assumer le contrôle direct des usines, des chemins de fer, des exploitations agricoles. Là aussi, pas immédiatement, mais au cours des deux premières années de la guerre civile, le pouvoir de fait n'est pas resté entre leurs mains ; ils y ont renoncé, soit volontairement, sous la persuasion d'un parti politique, soit sous la contrainte de la force armée et de la prison. Ce ne furent pas les troupes de Franco qui privèrent du contrôle le peuple de Catalogne ; il l'avait perdu bien avant la conquête du pays par l'armée de Franco.

Ces expériences ont reçu leur confirmation dans la doctrine léniniste, non pas tant sous forme d'écrits publics que dans les théories élaborées principalement à l'usage des membres du parti. Le "contrôle des ouvriers", dit à présent la doctrine, est "un slogan de transition" qui n'est plus à propos lorsque la révolution a réussi et que le nouveau régime est établi.

L'explication idéologique que donne le léninisme de ce retournement est que, si les ouvriers doivent se défendre contre l'État capitaliste ennemi, au moyen du contrôle des instruments, ils n'ont nul besoin de se défendre contre le nouveau régime, qui doit être *leur* État, préoccupé d'édifier la véritable société socialiste.

Cette explication achève de nous éclairer sur la méthode russe d'en arriver à la société directoriale. Première étape : suppression des capitalistes à laquelle sont employées les masses et où le "contrôle ouvrier" joue le rôle principal ; deuxième étape : réduction des masses à l'obéissance. Le contrôle ouvrier n'est pas seulement intolérable pour un État capitaliste, il l'est pour n'importe quel État et pour n'importe quelle suprématie de classe. En conséquence, la consolidation du pouvoir directorial exige sa disparition. La doctrine léniniste tire donc des enseignements de l'expérience russe une idéologie favorable aux intérêts des directeurs.

La Russie a sans doute été la plus grande énigme politique de la dernière génération, et la solution d'aucune énigme n'a donné lieu à des recherches plus abondantes. Tout le monde s'est trompé en prédisant ce qui allait se passer en Russie. Quelle sorte de société y a-t-on établi ? De quel genre a été la révolution russe ? À quoi mène-t-elle ? Autant de mystères. Chacun sait que la révolution a été faite sous la direction de marxistes absolus, ayant pour but l'établissement de la société libre, sans classes et internationale du programme socialiste ; chacun sait aussi que la Russie d'aujourd'hui n'est ni libre, ni sans classes, n'internationale. L'impérialisme brutal de ce pays lui réussit, du moins quant à présent. Cette "patrie de tous les opprimés du monde" envoie des dizaines de milliers d'êtres devant les peletons d'exécution ; elle en exile des millions, les enferme dans des camps de concentration, les embrigade dans les bataillons du travail forcé et ferme ses portes aux réfugiés des autres nations. Ce pays "sincèrement hostile à la guerre" accomplit l'acte qui déclenche la seconde guerre mondiale. La nation qui se consacre "à l'amélioration des conditions de travail" invente, avec le stakhanovisme, la forme la plus intense du surmenage. Le gouvernement qui dénonce la Société des Nations comme étant "une caverne de brigands" en devient membre et s'en montre le champion le plus ardent. L'État, qui a demandé aux peuples de la terre de constituer un front populaire des démocraties pour arrêter les agresseurs, passe, d'un jour à l'autre, du camp des démocraties dans celui de leurs ennemis mortels.

Et, néanmoins, malgré la prédiction de son proche effondrement, faite et réitérée par ses amis et ses ennemis, le régime dure, sans interruption, depuis plus de vingt-trois ans.

Ces mystères et ces énigmes et l'inexactitude de ces prédictions s'expliquent par ce fait que l'on considère le phénomène russe en partant de théories fausses. En désespoir de cause, ceux qui le commentent cherchent à excuser leur incompréhension en invoquant "la morbide âme russe". Les amis de la Russie, désappointés, se plaignent de ce que le gouvernement soviétique n'est pas conséquent avec ses principes, de ce qu'il a "trahi" le socialisme et le marxisme, bref, de ce qu'il a omis de réaliser les espérances de ses amis.

N'est-il pas plus simple – et la science préfère toujours une réponse simple quand on peut en trouver une, – après toutes ces années d'une évolution *historiquement* continue, de substituer à ces excuses paradoxales une théorie démontrant que la Russie, loin d'avoir démenti ses principes, les observe dans tous ses actes, qu'elle n'a nullement trahi le socialisme, vu que sa révolution n'a jamais eu le moindre rapport avec lui ?

La Russie a été et reste un mystère parce que les théories qui tentent de l'expliquer procèdent de l'une ou l'autre des deux prédictions que nous avons discutées et rejetées au début de ce livre, à savoir celle selon laquelle le capitalisme allait continuer et celle qui annonçait son remplacement par la société socialiste.

Quand elle se produisit, la révolution russe fut tenue par presque tout le monde pour une révolution socialiste. Et presque tout le monde s'accordait à prévoir qu'elle devait aboutir soit au socialisme, soit au retour vers le capitalisme. Il est temps, après vingt-trois ans, de reconnaître pour faux que le socialisme soit la seule alternative du capitalisme ; faux que le capitalisme continuera ; faux que le socialisme le remplacera.

En Russie, les privilèges de certains se sont étendus, mais le capitalisme n'est pas revenu ; il n'y a pas de capitalistes de quelque importance que ce soit, en Russie. L'expansion impérialiste en dehors des frontières nationales elle-même n'amène aucune tendance au retour du capitalisme ; au contraire.

En même temps, il ne s'y manifeste pas la moindre tendance vers la libre société sans classes du socialisme. La démocratie n'existe pas en Russie ; les masses n'y exercent aucun contrôle social, économique ou politique. L'inégalité, du point de vue du pouvoir et des privilèges, y est plus marquée qu'en aucune nation capitaliste. On trouve en Russie non seulement le népotisme et la corruption, mais l'exploitation systématique au profit d'une classe, basée sur la possession de l'économie par l'État.

Il appartient à une théorie correcte d'éclaircir les mystères. La Russie n'a rien de mystérieux quand on l'étudie sous l'angle de la théorie de la révolution directoriale. L'évolution russe est, dans ses grandes lignes, exactement conforme à ce que cette théorie permettait de prévoir et la confirme en tous les points.

La révolution russe n'a pas été une révolution socialiste – impossible à notre époque, comme tout l'indique – mais une révolution directoriale. Elle n'a pas été la seule révolution directoriale possible, mais l'une des variétés possibles, celle que nous avons décrite dans ce chapitre. La crise révolutionnaire a été suivie par la consolidation du nouveau régime de classe très semblable, dans l'ensemble, aux modes de consolidation de certaines révolutions capitalistes.

Le résultat de cette révolution a été le développement de la structure sociale à laquelle nous avons donné le nom de société directoriale. Le léninisme-stalinisme, ou bolchevisme, n'est pas une hypothèse scientifique ; c'est une grande idéologie sociale qui rationalise les intérêts des nouveaux dirigeants et les rend acceptables dans l'esprit des masses. Il n'y a nulle inconsequence entre cette idéologie et les purges, les tyrannies, les privilèges et les agressions ; le rôle de cette idéologie est précisément de justifier ce régime de purges, de tyrannie, de privilège et d'agressions.

La Russie est actuellement la nation la plus avancée dans la voie directoriale ; ses institutions économiques et politiques sont celles qui se rapprochent le plus de celles de l'avenir. Cela ne veut pas dire qu'elle soit l'exemple d'un État directorial parfait et complètement consolidé. La société directoriale sort à peine des limbes. En outre, la situation présente de la Russie est conditionnée par la culture et l'économie arriérées héritées du tsarisme et par le fait que son régime politique est adapté à une période de transition sociale et de crises violentes et répétées.

Qui sont les dirigeants de la Russie ? Évidemment les hommes qui assurent le fonctionnement de ses usines, de ses mines, de ses chemins de fer, les membres dirigeants des commissariats et sous-commissariats de l'industrie lourde, de l'industrie légère, des transports et des communications, les chefs des grandes fermes collectives, les manipulateurs des moyens de propagande, les chefs des innombrables "organisations populaires" ; bref, les directeurs, avec leurs collègues bureaucratiques et militaires. Le pouvoir et les privilèges sont sous leur contrôle.

Ce sont eux qui ont étendu leur régime au delà des frontières soviétiques pendant la seconde guerre mondiale. Les événements des petits pays voisins de la Russie ont reproduit, à une échelle réduite et quelque peu grotesque, le modèle de la révolution russe ; ils se sont déroulés conformément à la ferme volonté de leur guide. Au fur et à mesure de l'avance de l'armée rouge, les ouvriers et les paysans des pays baltes, de la Pologne orientale et de la Bessarabie, s'emparent du contrôle des industries et des fermes et expulsent les capitalistes qui n'ont pas encore fui. Pendant un laps de temps très court, ils y sont encouragés par les représentants de la Russie. Un semblant de "contrôle ouvrier" s'établit. La première partie du triple problème directorial est résolue, les capitalistes sont réduits à l'impuissance, ce qui n'est pas la tâche la plus importante dans les petits pays en question. Puis, presque sans reprendre haleine, la seconde étape est franchie, dans des conditions bien plus simples qu'elle ne fut en Russie. Les masses sont soumises ; l'armée et la Guépéou, qui surveillent cette opération, en ont aujourd'hui la grande habitude. Les nouveaux dirigeants, c'est-à-dire des directeurs russes et leurs délégués, arrivent pour faire marcher les usines, les mines, les banques nouvellement acquises. Le contrôle ouvrier n'est plus qu'une fiction ; les soldats et la police renforcent les ordres des directeurs. Toute l'évolution qui prit en Russie tant d'années est achevée en un ou deux mois.

Que se passera-t-il en Russie au cours des années à venir ?

Le régime révolutionnaire russe a fait preuve d'une force étonnante, dépassant toutes les évaluations. Le désastre a été prophétisé cent fois, mais le régime tient toujours. Il a été fondé dans un pays qui a souffert incommensurablement, plus que toutes les autres, pendant la première guerre mondiale. Il a combattu victorieusement les armées d'intervention envoyées par les grandes puissances ; il a su résister à leurs intrigues leur hostilité continues. Il est sorti vainqueur d'une guerre civile qui a duré des années, pendant laquelle son autorité a été réduite à une petite province des vastes territoires russes. Il n'est pas tombé malgré les famines qui ont fait mourir des millions de personnes et malgré de nombreuses et terribles épidémies. Il a pu exiler, emprisonner, fusiller des millions de ses propres citoyens, y compris la majorité des officiers de son armée, sans être sérieusement menacé de révoltes intérieures. L'histoire ne mentionne guère d'autre régime ayant pu sortir indemne de pareilles épreuves. Qu'il en ait été capable ne peut être interprété que comme une démonstration de la force de l'organisation directoriale de la société, de sa force, opposée à celle du capitalisme, car le régime russe n'a pas encore eu à lutter contre d'autres régimes directoriaux. De plus, la Russie dispose d'immenses ressources en matières premières, en terres et en hommes.

Il paraît certain aujourd'hui qu'une restauration capitaliste n'aura pas lieu en Russie. Les tendances qui pouvaient la faire espérer ne se sont manifestées que faiblement à l'intérieur du pays et n'ont cessé d'aller en diminuant avec les années. Il n'y a aucune raison de croire qu'elles réapparaîtront dans l'avenir, surtout quand on considère que le capitalisme est près de disparaître mondialement. De l'extérieur, les menaces ont été nombreuses ; certaines d'entre elles auraient pu aboutir à la conquête de la Russie par les puissances capitalistes. Mais le fait que la Grande-Bretagne et la France n'attaquèrent pas la Russie pendant la guerre de Finlande marqua la fin de la période où les nations étrangères capitalistes auraient pu tenter de rétablir le capitalisme en Russie par la force armée.

Il n'en découle pas, cependant, que le régime russe actuel doive continuer longtemps. En dépit de sa force, il comporte de graves faiblesses. Premièrement, le développement technique et industriel de la Russie était extrêmement peu avancé au moment de la révolution. Malgré l'incontestable réussite industrielle du nouveau régime, la Russie reste arriérée comparée aux régions industrielles les plus avancées, l'état arriéré ne se mesure pas seulement à l'équipement plus ou moins bon et abondant, mais aux ouvriers et techniciens plus ou moins compétents et nombreux. Cette dernière faiblesse, qui fait partie du retard général de la culture, exigera, pour être surmontée, non des années, mais des générations

Deuxièmement, les directeurs russes sont d'une qualité inférieure par suite du niveau industriel et culturel peu élevé de la Russie antérieur à la révolution ; en outre, la révolution n'a pas absorbé tous les directeurs compétents de l'ancien régime ; elle a édifié trop rapidement la classe directoriale, sans laisser aux hommes instruits le temps de mûrir, sans organiser convenablement la formation. Ces facteurs ouvrirent l'accès du nouvel appareil gouvernemental à des gens d'une qualité exceptionnellement basse. Le népotisme, la corruption, le terrorisme et la stupidité sont particulièrement répandus en Russie. Il en résulte que les bureaucrates commettent beaucoup d'erreurs et excitent le ressentiment des masses.

Si la question des interventions étrangères était écartée, ces faiblesses suffiraient à suggérer la probabilité de convulsions internes. Elles auraient pour objet, non le rétablissement du capitalisme, mais une sévère réforme du nouveau régime, réforme que le caractère totalitaire des institutions politiques rend presque impossible par des moyens pacifiques. De telles réformes seraient faites dans l'intérêt des masses comme dans celui des directeurs les plus compétents, certaines des méthodes des fonctionnaires politiques actuels étant aussi ennuyeuses et gênantes pour les bons directeurs que pénibles pour les masses.

Mais la question de l'intervention étrangère ne peut pas être écartée. Les nations capitalistes ont montré qu'elles se sentaient incapables de faire la guerre à la Russie. Mais le monde tout entier est en train de se transformer en société directoriale. Les avantages que cette structure assurait à la Russie disparaîtront quand elle fera face à d'autres États directoriaux ou quasi directoriaux que ne handicaperont pas les faiblesses dont elle souffre. Comme je l'ai dit au chapitre XII, il est vraisemblable que l'on verra sous peu la Russie se subdiviser en deux sections, occidentale et orientale, gravitant autour des zones-clés qui constituent les bases stratégiques des futurs super-États.

Ce mouvement se dessine déjà. La Sibérie est si loin de Moscou et si mal reliée à la Russie d'Europe qu'elle se penche naturellement vers l'Est ; l'avenir l'intégrera de plus en plus étroitement dans la zone industrielle de l'Asie centrale-

orientale. De même, depuis le pacte germano-soviétique, la Russie d'Europe tend à se rattacher à la zone industrielle du centre de l'Europe. Simultanément, les frontières de la Russie s'avancent vers l'ouest, et les relations économiques germano-russes s'accroissent ; des techniciens allemands s'introduisent dans les entreprises russes. Cette infiltration, dont l'importance exacte ne nous est pas connue, représente un grand pas en direction de la fusion de la Russie d'Europe avec l'Europe centrale. Nous pouvons être certains que cette fusion, lorsqu'elle sera complète, trouvera la Russie subordonnée au centre industriel européen-central, et non l'inverse, comme l'imaginent les gens que hante le cauchemar bolchevik. La fusion que nous prévoyons ne s'effectuera sans doute pas sans guerre, l'une des guerres directoriales de demain qui se préparent si visiblement autour de nous.

Chapitre XV **La forme allemande**
Chapitre XVI **L'avenir des États-Unis.**
Chapitre XVII **Objections**